

Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire

(1998)



En réponse au Plan
d'action du Sommet
mondial de
l'alimentation.

<i>Message des ministres</i>	3
<i>Message des ministre</i>	5
<i>Sommaire</i>	7
Partie I : Comprendre la sécurité alimentaire	11
Définition de la sécurité alimentaire	11
Parallèle entre la sécurité alimentaire au Canada et à l'échelle internationale .	12
Perspective canadienne sur la sécurité alimentaire	13
Partie II : Mesures nationales	14
Engagement un - Un environnement propice.....	14
Engagement deux - Accès à la nourriture	16
Engagement trois - Agriculture et développement rural durables.....	24
Engagement quatre - Commerce et sécurité alimentaire.....	288
Engagement cinq - État de préparation aux mesures d'urgence	30
Engagement six - Promouvoir les investissements	32
Partie III: Mesures internationales	344
Engagement un - Un environnement propice.....	344
Engagement deux - Accès à la nourriture	366
Engagement trois - Agriculture et développement rural durables.....	40
Engagement quatre - Commerce et sécurité alimentaire.....	444
Engagement cinq - État de préparation aux mesures d'urgence	46
Engagement six - Promouvoir les investissements	48
Engagement sept - Mise en oeuvre et surveillance	51
Partie IV : Conclusion	53
Mise en oeuvre et surveillance du Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire	533
Annexe I	56
Annexe II - Acronymes et abréviations	622

Message des ministres

Dans un monde qui produit suffisamment d'aliments pour nourrir tous les hommes, femmes et enfants, plus de 800 millions d'êtres humains n'ont pas assez de nourriture. Ce paradoxe exceptionnel - la sécurité alimentaire mondiale qui cohabite avec l'insécurité alimentaire individuelle - a galvanisé la conscience collective du monde. Au Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en novembre 1996, le Canada s'est joint à 186 autres nations pour avaliser l'objectif du Sommet : réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici l'an 2015 au plus tard.

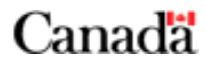
Depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, il y a 50 ans, la situation alimentaire dans le monde s'améliore constamment. La production a augmenté, les prix des aliments ont fléchi et une plus grande proportion d'habitants de la planète bénéficie d'un accès sûr à des aliments. Mais, en dépit de ces progrès, l'énigme persiste : beaucoup trop de gens sont encore mal nourris, leur santé est en péril, leur avenir est gâché et leur vie est un combat de tous les jours pour la survie.

Le Canada est partie prenante de ce paradoxe. En tant qu'exportateur important d'aliments, de produits connexes et d'expertise et l'un des principaux pays donateur du monde d'aide alimentaire, le Canada a fait de très précieuses contributions à la sécurité alimentaire mondiale. Nous devons admettre en même temps que nous ne sommes pas à l'abri du problème de l'insécurité alimentaire dans notre propre pays. Des Canadiens sont vulnérables : ils ne peuvent pas satisfaire leurs besoins alimentaires sans renoncer à d'autres besoins fondamentaux.

Mais il y a de l'espoir. L'expérience des cinq dernières décennies nous en a appris beaucoup sur la nature de l'insécurité alimentaire et un grand nombre de ces enseignements ont été intégrés dans la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et dans le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire se fonde également sur les leçons apprises. Il s'appuie également sur la responsabilité commune de tous les intervenants de réaliser la sécurité alimentaire : les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les administrations municipales, les organismes et institutions de la société civile, le secteur privé et, en fin de compte, tous et chacun d'entre nous.

Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire est le fruit de vastes consultations menées auprès des intervenants et constitue un consensus plurisectoriel. Les organismes communautaires et bénévoles du Canada ont joué un rôle important dans cet exercice. Nous nous engageons à assurer le suivi des engagements du Canada au Sommet mondial de l'alimentation, en mettant de l'avant le présent Plan d'action du Canada. Nous désirons remercier tous ceux qui ont collaboré à cette importante initiative.

Nous aimerions les remercier également pour nous avoir rappeler sans cesse à qui ce plan s'adresse : aux collectivités et aux personnes du Canada, des pays en transition et des pays en développement, surtout aux plus pauvres et aux plus vulnérables.



L'honorable Lyle Vanclief
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
Ministre responsable du suivi du Sommet mondial de l'alimentation pour le Canada

L'honorable Diane Marleau
Ministre de la Coopération internationale
Ministre responsable de la Francophonie

Message des Ministre

Dans un monde qui produit suffisamment d'aliments pour nourrir tous les hommes, femmes et enfants, plus de 800 millions d'êtres humains n'ont pas assez de nourriture. Ce paradoxe exceptionnel - la sécurité alimentaire mondiale qui cohabite avec l'insécurité alimentaire individuelle - a galvanisé la conscience collective du monde. Au Sommet mondial de l'alimentation qui s'est tenu à Rome en novembre 1996, le Canada s'est joint à 186 autres nations pour avaliser l'objectif du Sommet : réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici l'an 2015 au plus tard.

Depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, il y a 50 ans, la situation alimentaire dans le monde s'améliore constamment. La production a augmenté, les prix des aliments ont fléchi et une plus grande proportion d'habitants de la planète bénéficie d'un accès sûr à des aliments. Mais, en dépit de ces progrès, l'énigme persiste : beaucoup trop de gens sont encore mal nourris, leur santé est en péril, leur avenir est gâché et leur vie est un combat de tous les jours pour la survie.

Le Canada est partie prenante de ce paradoxe. En tant qu'exportateur important d'aliments, de produits connexes et d'expertise et l'un des principaux pays donateur du monde d'aide alimentaire, le Canada a fait de très précieuses contributions à la sécurité alimentaire mondiale. Nous devons admettre en même temps que nous ne sommes pas à l'abri du problème de l'insécurité alimentaire dans notre propre pays. Des Canadiens sont vulnérables : ils ne peuvent pas satisfaire leurs besoins alimentaires sans renoncer à d'autres besoins fondamentaux.

Mais il y a de l'espoir. L'expérience des cinq dernières décennies nous en a appris beaucoup sur la nature de l'insécurité alimentaire et un grand nombre de ces enseignements ont été intégrés dans la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et dans le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire se fonde également sur les leçons apprises. Il s'appuie également sur la responsabilité commune de tous les intervenants de réaliser la sécurité alimentaire : les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les administrations municipales, les organismes et institutions de la société civile, le secteur privé et, en fin de compte, tous et chacun d'entre nous.

Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire est le fruit de vastes consultations menées auprès des intervenants et constitue un consensus plurisectoriel. Les organismes communautaires et bénévoles du Canada ont joué un rôle important dans cet exercice. Nous nous engageons à assurer le suivi des engagements du Canada au Sommet mondial de l'alimentation, en mettant de l'avant le présent Plan d'action du Canada. Nous désirons remercier tous ceux qui ont collaboré à cette importante initiative.

Nous aimerions les remercier également pour nous avoir rappeler sans cesse à qui ce plan s'adresse : aux collectivités et aux personnes du Canada, des pays en transition et des pays en développement, surtout aux plus pauvres et aux plus vulnérables.

L'honorable Lyle Vanclief

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Ministre responsable du suivi du Sommet mondial de l'alimentation pour le Canada

L'honorable Diane Marleau

Ministre de la Coopération internationale

Ministre responsable de la Francophonie

Sommaire

Le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire constitue la réponse du Canada à l'engagement pris par la communauté internationale, lors du Sommet mondial de l'alimentation (SMA), pour réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées, en 2015 au plus tard. Cet engagement fait fond sur une large gamme d'autres engagements internationaux qui influent sur la sécurité alimentaire, notamment les accords sur le commerce international et les questions d'environnement, les conventions sur les droits de l'homme (y compris ceux des femmes et des enfants), le développement social, l'éducation, le logement et le développement urbain. En outre, il se fonde sur les engagements et les actions qui découlent de programmes en vigueur au Canada même, par exemple : La nutrition pour un virage santé : Voies d'action; Rassembler nos forces : Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones; les révisions des lois, y compris la Loi sur les pêches; les programmes et les politiques économiques, sociales et environnementales du Canada, en évolution.

Le présent Plan d'action est le fruit du travail d'un groupe consultatif mixte (GCM) composé de représentants⁽¹⁾ des gouvernements fédéral et provinciaux et de la société civile (voir liste des membres en annexe). Au cours des discussions qui ont présidé à sa rédaction, il est devenu évident au groupe qu'il s'attaquait à une large gamme d'enjeux, dont beaucoup étaient complexes et connexes. Pour aider le lecteur à se faire une première idée de la perception que l'on se faisait de la sécurité alimentaire au cours de ces discussions, on a rédigé une courte introduction intitulée ' Comprendre la sécurité alimentaire ', dans la partie I. Sans vouloir être exhaustive, elle ne prétend pas constituer le mot de la fin; c'est simplement un cadre de référence pour situer les mesures à prendre.

La structure du présent document s'inspire du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, avalisé par 187 pays au cours du Sommet qui s'est tenu à Rome en 1996. Le Plan d'action du SMA comprend sept engagements, lesquels forment le pivot central du présent document. Dans la partie II, on souligne le plan d'action du Canada sur la scène nationale et dans la partie III, on souligne le plan d'action du Canada sur la scène internationale, comme donateur aux pays en voie de développement (PVD) et aux pays en transition, comme membre de la communauté multilatérale et comme nation commerçante. Après chaque mesure, on indique entre parenthèse les principaux organismes responsables de la mise en application. Enfin, la partie IV expose l'approche du Canada à la mise en Oeuvre et à la surveillance de son plan d'action.

Dans le contexte des obligations du Canada à l'égard de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, le Plan présente le point de vue de ce pays sur la question complexe de la sécurité alimentaire et il énonce les suites à donner dans le contexte élargi des défis actuels. Il reconnaît que la sécurité alimentaire englobe l'accès à une nourriture convenable et un approvisionnement suffisant en aliments. La réduction de la pauvreté, la justice sociale et des systèmes alimentaires durables en sont les conditions essentielles.

Le Plan reconnaît le rôle important de la société civile, dans sa contribution à la sécurité

alimentaire, et les réalisations du secteur privé et du monde de l'enseignement dans l'expansion de la production et l'amélioration de l'accès à la nourriture. Ces réalisations se sont effectuées depuis que, à l'échelle planétaire, on s'est attaqué sérieusement à trouver une solution définitive au problème de la faim, il y a quelque 50 ans. Le partage de l'information, les partenariats, la coopération intersectorielle jouent un rôle clé dans l'approche canadienne.

Le plan, dont l'évolution se poursuit, forme la base de discussions ultérieures qui porteront sur les détails de la mise en oeuvre, y compris le choix du moment, les rôles et responsabilités, les mécanismes de coordination et les mesures connexes. Souple, ouvert, adaptable aux conditions et à l'écoute des besoins, ce n'est pas un inventaire définitif des programmes en vigueur ni des mesures projetées. C'est plutôt une ébauche qui énonce les priorités les plus grandes qu'ont cernées les membres du GCM. Ces priorités sont exposées ci-dessous. L'ordre dans lequel elles paraissent n'en dénote pas l'importance mais suit simplement l'ordre des sept engagements.

Priorité 1 : Le droit à la nourriture - Elle réitère la croyance du Canada dans l'importance de ce droit pour la sécurité alimentaire et elle souligne la nécessité de mieux définir ce droit ainsi que les actions à prendre pour l'exercer. Les suites à donner comprennent l'appui de la société civile au Code international de conduite sur le droit de l'homme à une alimentation convenable et la participation de tous les secteurs aux efforts nationaux et internationaux visant à clarifier la signification du droit à la nourriture en vue de son exercice progressif et intégral.

Priorité 2 : La réduction de la pauvreté - C'est un élément important de la stratégie des mesures intérieures et internationales qui s'attaquent à l'insécurité alimentaire. Elle repose sur la notion suivante : une condition clé de la sécurité alimentaire est l'accès à des ressources suffisantes pour acheter de la nourriture ou pour la produire. Les suites à donner sur la scène internationale subissent l'influence de l'objectif poursuivi par le Canada pour réduire la pauvreté dans son programme d'assistance au développement. Ces suites à donner comprennent l'objectif visant à consacrer au moins 25 % du budget de l'aide publique au développement aux investissements dans les besoins fondamentaux de l'homme, notamment l'alimentation et la nutrition, l'éducation et les soins primaires de santé. Le Plan réaffirme aussi la détermination du Canada à engager les citoyens dans l'élaboration de politiques et la conception de programmes dans le domaine de la réduction de la pauvreté.

Priorité 3 : La promotion d'un accès à une nourriture salubre et nutritive - Elle est perçue comme un élément vital de la sécurité alimentaire. Dans les pays en voie de développement (PVD), la supplémentation en micronutriments et en vitamines contribue à améliorer l'alimentation. L'allaitement maternel est aussi présentée comme vitale pour la santé et la nutrition des nourrissons du monde entier. Au Canada, l'engagement à l'égard de cette priorité se double de mesures visant à appuyer les mères qui travaillent, de programmes hospitaliers, de soins de santé aux mères et aux enfants ainsi que d'autres initiatives à l'appui du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. Outre la promotion et la protection de l'allaitement maternel et des autres

conditions assurant la sécurité alimentaire, les méthodes de soins à l'enfant, et les mesures en matière de santé et d'éducation sont importantes pour la sécurité nutritive des mères et des enfants, particulièrement dans les PVD, mais ailleurs aussi.

Priorité 4 : L'innocuité des aliments - Elle souligne l'existence de nouvelles menaces pour l'approvisionnement alimentaire de la planète, du fait de la croissance rapide et de la forte pénétration commerciale d'aliments nouveaux et exotiques par divers partenaires commerciaux, qui peuvent constituer un risque de maladie ou un risque pour la sécurité; du fait des contaminants de l'environnement, notamment dans les sources traditionnelles de nourriture du Grand Nord canadien, qui menacent aussi la sécurité; et du fait des urgences ou des cataclysmes, qui peuvent causer des problèmes de contamination par les produits chimiques dangereux ou les microorganismes pathogènes, par exemple. En outre, l'ignorance des méthodes de préparation et d'entreposage des aliments est considérée comme une menace, principalement à l'échelle des ménages. Les mesures visant à assurer un approvisionnement et une manipulation sûres des aliments font notamment appel à la sensibilisation plus poussée du public, au meilleur étiquetage des produits, à l'évaluation approfondie des biotechnologies, à l'amélioration des méthodes de surveillance et à des partenariats multisectoriels plus solides.

Priorité 5 : Les méthodes traditionnelles d'obtention de la nourriture des autochtones et des collectivités côtières - Cette priorité reconnaît l'importance de la chasse, de la pêche, de la cueillette, du troc et des échanges pour la sécurité alimentaire de nombreuses communautés du Canada et d'ailleurs. En partageant leur sensibilisation aux aliments traditionnels et leur savoir des pratiques durables d'utilisation des ressources naturelles, les peuples autochtones peuvent contribuer beaucoup à l'atteinte des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation. Les mesures visant la réduction des contaminants de l'environnement, l'aménagement durable des ressources, y compris halieutiques, et la supplémentation convenable au moyen d'aliments commerciaux de qualité renforce l'accès de ces communautés aux aliments.

Priorité 6 : La production alimentaire - Elle fait ressortir le rôle vital de la recherche, du développement rural et des investissements pour la productivité du secteur agricole et agroalimentaire. Elle constitue un trait d'union solide entre l'aménagement durable des ressources productives et une production suffisante d'aliments nutritifs et sans danger pour tous. Elle montre la nécessité de soutenir la production locale, notamment dans les PVD où la réforme agraire, la participation des collectivités touchées, y compris les agricultrices, et la satisfaction des besoins humains fondamentaux sont essentiels à la réussite des programmes de développement rural. Au Canada, on cherche à augmenter la production agricole par des mesures visant à appuyer l'aménagement durable des ressources, à continuer à investir dans la capacité de recherche et à accroître cette dernière ainsi qu'à encourager l'investissement dans les régions rurales.

Priorité 7 : L'emphase sur les pratiques écologiques - Cette priorité examine certains des défis écologiques les plus urgents qui se posent en production alimentaire. Les actions du Canada à l'appui de cette priorité passent par l'appui du Canada à une large gamme d'engagements contractés en vertu d'accords internationaux en vigueur. Sur la

scène internationale, cela englobe des défis précis pour les PVD dans les domaines tels que l'aménagement des ressources hydriques, la foresterie communautaire, la croissance démographique viable ainsi que le respect et la préservation des connaissances des peuples autochtones. Au Canada, des mesures supplémentaires complètent ces accords pour améliorer l'intendance des ressources naturelles dans les domaines des polluants des régions du Nord, l'aménagement durable des pêcheries, les biotechnologies, le changement climatique et la biodiversité.

Priorité 8 : Les échanges commerciaux loyaux - Cette priorité expose les répercussions potentielles des régimes de libéralisation des échanges sur les revenus et le bien-être général de la population, et démontre également la possibilité qu'il y ait des coûts d'ajustement dans les secteurs non concurrentiels. Les mesures relevant de cette priorité se traduisent par une intensification des échanges commerciaux dans les secteurs alimentaires et agroalimentaires, notamment dans les PVD, tout en assurant une meilleure compréhension des répercussions de la libéralisation des échanges sur les personnes qui ne bénéficient pas de la sécurité alimentaire.

Priorité 9 : La reconnaissance de la paix comme condition préalable à la sécurité alimentaire - Elle souligne la nécessité d'un accès sûr et sans danger aux moyens de production, plus particulièrement aux terres arables et aux eaux exploitables. Les mesures relevant de cette priorité renforcent les mesures d'urgence, la prévention des conflits, les initiatives de paix et la sécurité civile au Canada et à l'étranger.

Priorité 10 : Un système de surveillance de l'insécurité alimentaire - Cette priorité désigne la nécessité de posséder un ensemble complet d'indicateurs convenus pour déterminer la nature, l'étendue et l'évolution de l'insécurité alimentaire, à la fois pour trouver des solutions convenables et pour contrôler leur efficacité. Le plan prévoit la collaboration entre le gouvernement et la société civile à l'élaboration d'indicateurs pour les systèmes nationaux et internationaux et à leur emploi à des fins de surveillance.

Partie I : Comprendre la sécurité alimentaire

Définition de la sécurité alimentaire

De nos jours, on produit dans le monde assez d'aliments pour nourrir tous les habitants de la planète. Cependant, il existe des pays, des régions à l'intérieur de ces pays, des villages à l'intérieur de ces régions, des ménages dans ces villages et des gens dans ces ménages qui ne peuvent satisfaire à tous leurs besoins alimentaires. En 1996, les pays participant au Sommet mondial de l'alimentation ont convenu de ce qui suit :

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. »

La sécurité alimentaire exige que les gens disposent d'un approvisionnement alimentaire fiable en tout temps. À l'échelle de la planète et des régions, les variations des conditions macroéconomiques et les phénomènes climatiques régionaux peuvent nuire à l'approvisionnement alimentaire alors qu'à l'échelle nationale, les interruptions occasionnées notamment par des calamités naturelles ou la guerre civile peuvent bouleverser gravement la production d'aliments, leur mise en marché ordonnée et la stabilité de l'approvisionnement. Au niveau des collectivités et des ménages, la pauvreté ou l'inégalité des sexes peuvent influencer sur la distribution et la répartition des aliments, et, par là, sur la sécurité alimentaire individuelle, même quand l'approvisionnement alimentaire est convenable.

Qu'on produise sa propre nourriture ou qu'on l'achète, la sécurité alimentaire est essentiellement une question d'accès à la nourriture. Pour bénéficier de cet accès, les gens doivent soit avoir une source fiable de revenus, soit être capables d'acquérir les aliments en les produisant. Une source fiable de revenus dépend de l'accès à une large gamme de facteurs tels que l'emploi ou les occasions d'affaires; la santé, l'instruction et d'autres caractéristiques qui accroissent l'employabilité et la productivité; ou les moyens de troc ou d'autres méthodes d'acquisition. La production d'aliments destinés à la consommation domestique dépend aussi de l'accès à un ensemble de facteurs, notamment les ressources naturelles (la terre entre autres), le crédit et les intrants agricoles, la santé, l'instruction, et la formation du producteur; la paix sociale et politique; et bien d'autres encore. Lorsque toutes ces voies d'accès sont bloquées, les gens sont souvent forcés de se rabattre sur les programmes d'aide sociale.

Les gens et les ménages doivent avoir accès à des aliments sains et nutritifs en quantité et qualité suffisantes qui leur permettront de combler leurs besoins alimentaires quotidiens pour mener une vie saine et productive. Les aliments doivent aussi être acceptables sur le plan culturel. Pour que la sécurité alimentaire soit synonyme d'alimentation convenable, les gens doivent aussi accéder à des services de santé convenables ainsi qu'à un environnement sain et sûr, y compris à un approvisionnement sûr en eau. Ils doivent aussi

pouvoir fournir des soins convenables à eux-mêmes et aux membres les plus vulnérables de leur famille et de leur communauté.

Parallèle entre la sécurité alimentaire au Canada et à l'échelle internationale

La sécurité alimentaire est une notion plus complexe et, par conséquent, plus large que la seule absence de faim. L'insécurité alimentaire peut se manifester de plusieurs façons. Elle peut être temporaire ou chronique, et sa gravité peut varier selon l'âge, la situation, le sexe, les revenus, l'endroit, l'appartenance ethnique ou la nationalité et une foule d'autres facteurs. Dans chaque pays, quelle que soit sa prospérité ou le degré de pauvreté, des gens peuvent vivre dans l'insécurité alimentaire.

En dépit des écarts immenses entre les revenus par habitant, les niveaux de vie, la réserve en ressources et beaucoup d'autres caractéristiques qui distinguent les pays, qu'ils soient en voie de développement, industrialisés ou en transition entre une économie planifiée et une économie de marché, un bon nombre des mêmes éléments de la dynamique de base est à l'oeuvre pour créer l'insécurité alimentaire. Lorsqu'on examine le Plan d'action du Canada, un parallèle important ressort entre les problèmes de sécurité alimentaire chez nous et à l'étranger, même si les stratégies qui serviront à les résoudre peuvent varier d'un pays ou d'une région à l'autre.

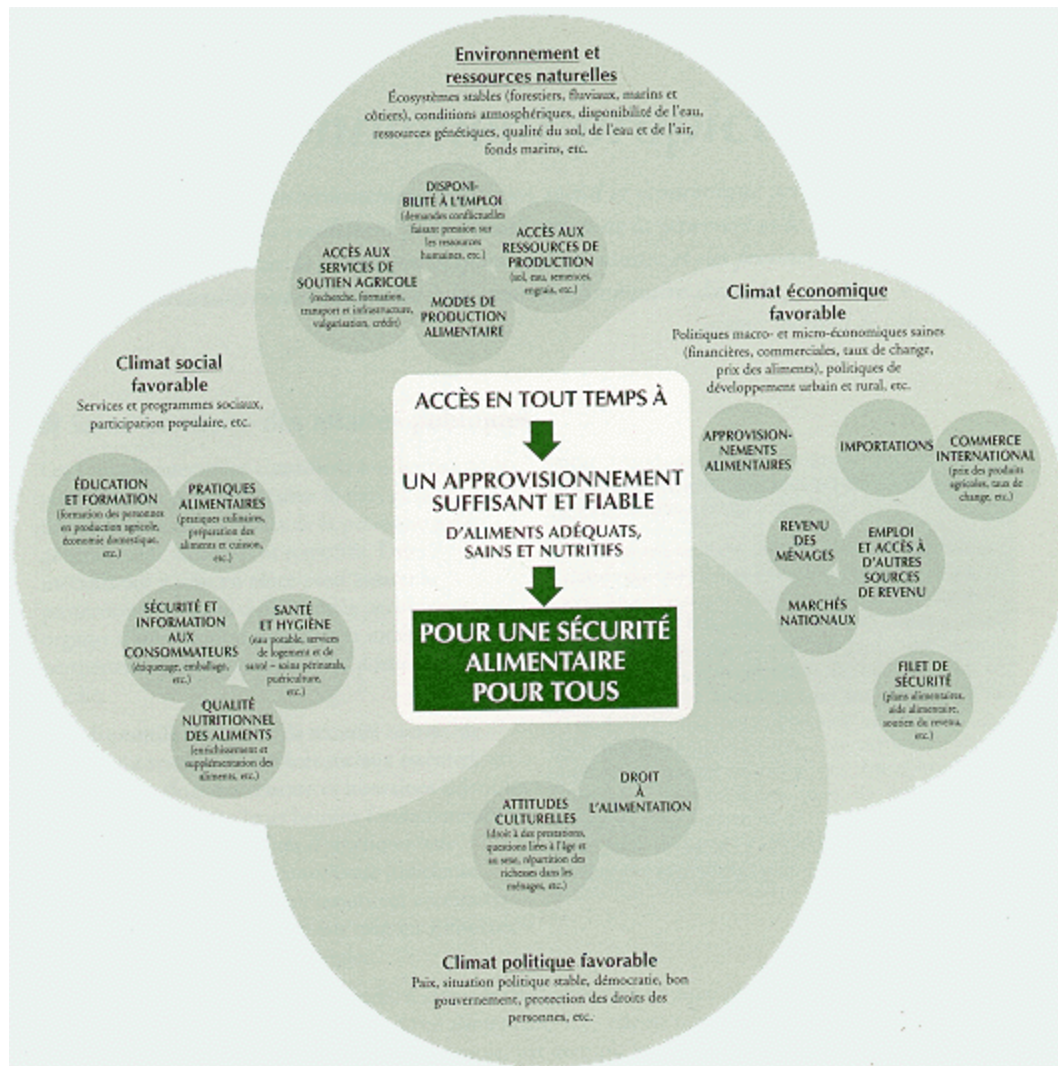
Pour mobiliser la volonté politique, obtenir l'engagement de tous les secteurs et s'assurer de l'appui de l'État, il importe, pour de nombreuses gens, de ranger l'accès à la nourriture dans la catégorie des droits fondamentaux de la personne.

La question de l'accès gravite aussi autour de celle de la pauvreté et de la justice sociale. Ce sont les membres les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, c'est-à-dire les gens sans influence, qui sont le plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire et qui ont le moins les moyens de changer leur situation. Tous les pays doivent déployer des efforts spéciaux pour soulager ces populations, mais ces efforts doivent être durables. Les mesures palliatives, que ce soit sous forme de banques alimentaires ou de mesures d'aide alimentaire d'urgence, ne procurent qu'un soulagement temporaire. Entre autres solutions durables, il faut rendre les gens souffrant d'insécurité alimentaire capables de s'aider eux-mêmes.

La dégradation du capital des ressources naturelles (terre, eau, air et ressources génétiques) influe sur la disponibilité d'aliments pour tous. Les effets des pratiques non viables d'utilisation des ressources naturelles et des terres peuvent, dans tous les secteurs, être aggravées par des menaces à l'environnement venant de l'étranger ou agissant à long terme : par exemple, la pollution de l'air et de l'eau, les changements climatiques.

Chaque pays doit mettre en oeuvre des politiques de développement agricole et rural et favoriser des investissements qui soutiendront les collectivités et les gens habitant dans des régions productrices d'aliments.

Perspective canadienne sur la sécurité alimentaire



Partie II : Mesures nationales

Engagement un - Un environnement propice

« Nous assurerons un environnement politique, social et économique propice, visant à instaurer les meilleures conditions pour l'éradication de la pauvreté et le maintien d'une paix durable, fondé sur la pleine participation des hommes et des femmes sur un pied d'égalité, particulièrement favorable à la sécurité alimentaire durable pour tous. »

Sommet mondial de l'alimentation

Saine conduite des affaires publiques

Les Canadiennes et les Canadiens ont la chance de vivre dans un pays où règnent la paix et la démocratie et où les droits de la personne sont généralement reconnus et respectés. Des mécanismes y sont en place pour assurer la protection des droits civils et de la personne, et des organes d'information puissants et indépendants y permettent la libre discussion des dossiers d'intérêt public.

Des dispositifs nationaux de sécurité sociale, de soutien du revenu, de services sociaux essentiels et de mise en valeur des ressources humaines aident les personnes à satisfaire leurs besoins fondamentaux et leur donnent les possibilités d'améliorer leur condition. Une gestion économique judicieuse fournit au gouvernement les ressources nécessaires au financement des programmes tout en stimulant la croissance économique générale.

Les valeurs traditionnelles du Canada, à savoir la croissance économique généralisée et la justice sociale, sont les conditions préalables de la sécurité alimentaire. Ces valeurs ont un rôle important à jouer dans les projets actuels de restructuration et de réforme, par exemple les projets reliés à l'aube du XXI^e siècle : Plan fédéral pour l'égalité entre les sexes. Aux termes de ce plan, le gouvernement fédéral procède à une analyse des politiques et des lois fédérales, en fonction des sexes, dans le but d'éliminer les obstacles et d'intégrer les préoccupations spécifiques aux femmes dans un large éventail de domaines, notamment ceux qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire.

La société civile joue un rôle important dans la réforme sociale, politique et économique, par l'intermédiaire de l'éducation du public, de la promotion et de la défense des droits, et de la participation à la formulation des politiques gouvernementales. Les actions menées par la société civile, de même que les programmes d'information et de sensibilisation mis en oeuvre par tous les échelons de gouvernement, sont essentielles pour assurer l'engagement public sur les questions ayant trait à la sécurité alimentaire.

<p>La participation : ingrédient essentiel à la sécurité alimentaire</p> <p>Le gouvernement du Canada applique sa stratégie Rassembler nos forces : Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones, qui vise les premières nations. Il travaille avec les organisations d'autochtones pour mettre en place un régime d'autonomie gouvernementale légitime, efficace et responsable, et accroître leur participation à la conception et à l'exécution des programmes qui touchent leurs vies et leurs communautés. On prévoit notamment à cette fin des projets d'amélioration de l'infrastructure communautaire de base sur les réserves, la recherche-développement sur les questions de santé et de sécurité et l'accès à des aliments traditionnels sans danger.</p>	<p>Partenariats entre la société civile et l'entreprise</p> <p>Le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario a agi en qualité d'intermédiaire pour aider à réunir les organisateurs du programme FoodShare Metro Toronto (Partage-Nourriture du Toronto métropolitain) avec des représentants des secteurs agricoles et alimentaires de l'Ontario, afin de discuter de façons d'augmenter la sécurité alimentaire dans la province. Cette approche, qui a reçu l'appui d'autres groupes de la société civile et de l'industrie, peut jeter les bases de discussions et de la création de nouveaux partenariats.</p>
---	--

Mesures

Redoubler d'efforts pour sensibiliser les Canadiens aux enjeux de la sécurité alimentaire et appuyer les projets incitant les citoyens à s'impliquer davantage pour réaliser la sécurité alimentaire de leurs communautés. (Tous les partenaires)

Stimuler le dialogue sur la sécurité alimentaire, lequel entraînera une réflexion politique et le changement, basés sur l'éducation du public, des recherches sérieuses et la conduite participative et ouverte des affaires publiques, afin de mobiliser tous les secteurs de la population et à représenter les besoins et les priorités de tous. (Tous les partenaires)

Le droit à une nourriture adéquate

Le droit à une nourriture adéquate a été reconnu comme un élément important de la sécurité alimentaire lors du Sommet mondial de l'alimentation. Sur le plan international, on continue d'affiner la notion et ses conséquences. Le Canada participe à ce processus. La société civile estime que beaucoup de choses peuvent être faites, au Canada, pour clarifier cette notion et déterminer comment respecter, protéger et concrétiser ce droit. L'éducation et la sensibilisation du public joueront un rôle important dans ce processus. Cela aidera à définir les attributions des pouvoirs publics, des organismes militant pour les droits de la personne, des particuliers et des organisations de la société civile, dans l'exercice du droit à la nourriture.

Mesures

Contribuer à clarifier en quoi consiste le droit à une nourriture adéquate tel que décrit dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. (Gouvernement fédéral, société civile)

Mener des campagnes nationales de promotion du droit à une nourriture adéquate et du Code international de conduite sur le droit de l'homme à une nourriture adéquate. (Société civile).

Engagement deux - Accès à la nourriture

« Nous mettrons en Oeuvre des politiques visant à éradiquer la pauvreté et l'inégalité et à améliorer l'accès physique et économique de tous, à tout moment, à une alimentation suffisante, adéquate du point de vue nutritionnel et sanitaire, et son utilisation efficace. »

Sommet mondial de l'alimentation

La pauvreté au Canada : une étude récente

Le Conseil national du Bien-être a publié au printemps 1998 un profil de la pauvreté. Fondé sur les seuils de faible revenu (SFR) *, le profil brosse le tableau d'une pauvreté croissante dans certaines couches de la population, malgré la reprise économique générale. Les 20 % de Canadiens les plus pauvres ont vu leurs revenus diminuer en 1995-1996.

Le Conseil a constaté que, en 1996, le 'taux national de pauvreté' s'établissait à 17,6 %, contre 17,4 % en 1995 et 13,6 % en 1989. Les plus touchés étaient les familles monoparentales constituées de la mère et d'enfants de moins de 18 ans : 61,4 % du groupe se trouvait sous le seuil défini par le Conseil. Les plus mal lotis de ce groupe étaient les mères seules de moins de 25 ans : 91,3 % se trouvaient sous le seuil de pauvreté. Le pourcentage d'enfants canadiens sous le seuil de la pauvreté défini par le Conseil est passé de 20,5 %, en 1995, à 20,9 %, en 1996.

* Si les seuils de faible revenu de Statistique Canada sont souvent qualifiés de seuils officiels de pauvreté, ils n'ont rien de vraiment officiel, et Statistique Canada n'encourage pas leur utilisation comme seuils de pauvreté. Les personnes et les familles se trouvant sous ce seuil statistique ne sont pas toutes exposées à la faim.

Source : Profil de la pauvreté en 1996: Rapport du Conseil national du Bien-être, printemps 1998

Pauvreté et insécurité alimentaire

La très grande majorité des Canadiens est à l'abri de la faim ; cependant, certains groupes peuvent y être plus exposés que d'autres, comme le montrent un certain nombre d'études sur le recours aux banques alimentaires, la pauvreté et les apports alimentaires. Si des études ont déterminé un niveau de vulnérabilité, elles ne brossent pas un tableau précis et complet, à l'échelle nationale, de l'insécurité alimentaire.

Ce qu'on sait, c'est que la pauvreté est un des facteurs qui empêchent l'accès à une alimentation suffisante, saine et nutritive. Des personnes vulnérables, à faible revenu, ne peuvent pas satisfaire leurs besoins alimentaires sans renoncer à d'autres besoins élémentaires, tels celui de se loger. On retrouve dans les groupes les plus susceptibles d'avoir de revenus faibles au Canada les autochtones, les mères seules et leurs enfants, les personnes handicapées, les nouveaux immigrants et les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires.

Il existe une vulnérabilité à l'insécurité alimentaire lorsque les gens se trouvent privés d'un revenu assuré ou convenable, sont au chômage ou sont peu instruits. Des difficultés d'accès à des services sociaux appropriés, en particulier chez les personnes âgées et celles qui sont atteintes de handicaps physiques ou mentaux ou de maladies aiguës ou chroniques peuvent aggraver cette situation. Ceci est particulièrement vrai pour les sans-abri et les personnes vivant en marge de la société, plus difficiles à rejoindre.

La sécurité alimentaire au Québec

Afin de s'attaquer à la pauvreté et aux inégalités sociales, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, de concert avec ses bureaux régionaux, prévoit d'appliquer un ensemble de stratégies et de mesures qui contribueront à l'accessibilité à une nourriture suffisante, nutritive, acceptable et d'un prix raisonnable, pour toute la population du Québec, en tout moment et dans le respect intégral de la dignité. Ces mesures et stratégies vont au-delà de l'aide alimentaire d'urgence et elles contribuent au développement social d'une communauté en appuyant l'acquisition de l'autonomie, la responsabilité individuelle et la promotion d'une nouvelle solidarité qui permet aux gens d'améliorer leurs conditions de vie.

On accorde un appui financier à chaque région pour y encourager l'éclosion de projets pilotes, comme les cuisines collectives, les coopératives d'alimentation et les groupes d'achat d'aliments auprès des agriculteurs et des autres fournisseurs. En outre, au moyen d'un projet de recherche, on évalue les répercussions de ces interventions en matière de sécurité alimentaire et on a aussi entrepris un certain nombre d'autres projets pilotes.

Les programmes sociaux du Canada, qui sont administrés par tous les échelons de gouvernement, visent à fournir un supplément de revenu, à aider les personnes vulnérables à satisfaire leurs besoins fondamentaux et à fournir un niveau fondamental de services, comme les soins de santé, à tous les Canadiens. Ces dernières années, les efforts visant à réduire la dette publique et à assainir la situation financière des pouvoirs publics ont obligé ces derniers à réexaminer les programmes et à mieux cibler les groupes vulnérables. Malgré la reprise de l'économie canadienne, il reste encore des personnes qui sont beaucoup plus pauvres que les autres. Afin de les aider, les gouvernements doivent suivre une approche équilibrée dans les investissements sociaux et une gestion financière prudente.

Cette restructuration a des conséquences directes sur la réduction de la pauvreté et la justice sociale et, par extension, sur la sécurité alimentaire. Continuer d'aider les Canadiens à cet égard signifie qu'il faut assurer des équipements sociaux convenables, faciliter l'utilisation efficace de ressources limitées et faire participer tous les gens concernés, tout particulièrement les plus vulnérables, au processus de décision. Un défi capital consiste à s'assurer que tous les Canadiens ont accès aux services essentiels, qu'importe où ils vivent au Canada.

En 1981, des organismes charitables canadiens ont commencé à ouvrir des banques alimentaires à titre provisoire pour venir en aide aux personnes aux prises avec des situations d'urgence. De 1989 à 1997, le recours aux banques alimentaires a doublé au Canada. La pression exercée sur les banques alimentaires pour qu'elles donnent d'autres sortes de services sociaux a également augmenté bien au-delà de leur capacité d'y faire face. Les autres services, administrés principalement par des organisations de la société civile, parfois avec le soutien des administrations provinciales, territoriales ou

municipales, comprennent les soupes populaires et les jardins collectifs, les clubs d'achats d'aliments, les programmes de petit-déjeuner et de déjeuner servis à l'école. Ces services n'avaient pas non plus été conçus pour être des solutions à long terme, et les banques alimentaires et les autres projets réalisés à l'échelon communautaire cherchent maintenant des réponses dans un contexte plus large.

Banques alimentaires - Indicateur de l'insécurité alimentaire

Au Canada, la fréquentation des banques alimentaires a pratiquement doublé depuis 10 ans, selon l'Association canadienne des banques alimentaires *. Une étude récente, publiée en 1998 par l'Université de Toronto **, a porté sur la sécurité et la vulnérabilité alimentaires d'un sous-groupe d'utilisateurs (femmes avec enfants). Elle a révélé que le revenu du ménage de 90 % des participantes n'atteignait pas les 2/3 du seuil de faible revenu de Statistique Canada. Plus de 93 % des répondants ont dit avoir souffert d'insécurité alimentaire durant la dernière année, malgré le recours occasionnel aux banques alimentaires pour mieux se nourrir et à diverses stratégies pour étirer le revenu, comme résilier l'abonnement au téléphone ou reporter le règlement des factures. Plus de 25 % des femmes ont confié qu'outre elles-mêmes, leurs enfants n'avaient pas toujours mangé à leur faim au cours du mois qui avait précédé. En outre, une proportion importante des femmes semblaient ingérer quotidiennement très peu de fer, de magnésium, de vitamine A, de folate, de protéines et de zinc.

* Hunger Count, 1997, Association canadienne des banques alimentaires.

** Financé par Santé Canada au titre du Programme national de recherche et de développement en matière de santé.

Mesures

Faire participer la société civile au travail actuel de refonte du régime de protection sociale au Canada. (Tous les échelons de gouvernement)

En partenariat avec les provinces et les territoires, aider à prévenir et à atténuer la pauvreté chez les enfants et stimuler le sentiment d'appartenance à la population active grâce au Régime national de prestations pour enfants, projet prévoyant pour les familles un supplément de revenu et l'amélioration des programmes et services. (DRHC, ministères provinciaux et territoriaux chargés des services sociaux)

Accroître les occasions de faire partie de la population active chez les handicapés et les autochtones. (DRHC)

Dans toutes les provinces et tous les territoires, accroître l'aptitude au travail et les chances d'emploi des jeunes en octroyant des bourses spéciales et en appliquant des programmes ciblés de création d'emploi. (Tous les partenaires)

Accès à des aliments sains et nutritifs

Au Canada, tant les magasins d'alimentation que les établissements de restauration sont approvisionnés en aliments sains et nutritifs. Des dispositifs sont en place pour veiller à ce que les politiques régissant la production alimentaire, la composition (y compris l'ajout de vitamines et de minéraux), la préparation et l'étiquetage des aliments, assurent un approvisionnement en aliments salubres qui, grâce à leurs caractéristiques de

composition, peuvent concourir à une saine alimentation et permettent aux Canadiens de maintenir et d'améliorer leur santé.

La mondialisation des échanges commerciaux et les nouvelles technologies donnent aux consommateurs un plus grand choix de produits à mettre dans leur panier à provisions et leur ont fait connaître des aliments nouveaux et exotiques; cependant, la salubrité des produits alimentaires importés demande à être contrôlée. Certains agents pathogènes commencent à poser une menace et doivent être dépistés avec vigilance. Les teneurs élevées en contaminants compromettent l'innocuité des sources traditionnelles d'aliments des autochtones, en particulier dans la région de l'Arctique. Cette situation pourrait avoir des conséquences graves sur les communautés inuites.

Les nouvelles technologies de la production et de la transformation alimentaires, comme la biotechnologie, ont des effets sur la santé et la salubrité et sont soumises à une évaluation continue. Des systèmes sont en place pour évaluer l'innocuité des aliments issus des nouvelles technologies. Il est nécessaire de répondre aux appréhensions du public face à l'emploi de la biotechnologie en production alimentaire, y compris les questions d'innocuité, de qualité et de choix, par diverses approches, notamment le dialogue actif avec les consommateurs.

Mesures

Maintenir des normes élevées d'innocuité et de qualité nutritive des aliments, en tenant compte des nouvelles technologies de production et de transformation des aliments tels que la biotechnologie et le génie génétique. (SC, ACIA)

Appuyer les projets éducatifs sur la salubrité des aliments en concluant des partenariats multisectoriels, tels que le Partenariat canadien pour l'éducation des consommateurs en matière de salubrité des aliments. (SC, ACIA, secteur privé, société civile, y compris les organisations de consommateurs)

Poursuivre les programmes convenables de surveillance pour évaluer le besoin de nouvelles normes ou d'activités de gestion du risque. (SC)

S'assurer de la salubrité des aliments produits au pays et importés et investir dans la mise au point de nouvelles méthodes pour détecter et contrôler la présence d'agents pathogènes et de contaminants chimiques dans les aliments et réduire la contamination des aliments pendant la production ou la transformation. (SC, ACIA)

Dépouiller les résultats du Rapport d'évaluation sur les contaminants dans l'Arctique canadien (RÉCAC) relativement aux menaces qui pèsent sur les sources traditionnelles d'aliments des Inuits et trouver les ressources pour mettre en oeuvre les recommandations. (Communautés et organisations autochtones, tous les échelons de gouvernement, milieux de l'éducation et secteur privé, en l'occurrence l'industrie primaire).

La nutrition pour un virage santé : Voies d'action (1996)

Ce plan du Canada sur l'alimentation propose quatre stratégies de promotion de la santé : renforcer les pratiques d'une saine alimentation, aider les populations vulnérables sur le plan nutritionnel, améliorer la disponibilité des aliments contribuant à une saine alimentation et appuyer les recherches sur la nutrition. Certaines des mesures clés prévues dans ce plan en matière de sécurité alimentaire sont la collaboration avec les décideurs chargés des politiques sociales en vue de répondre aux besoins des gens vulnérables, la création d'une base de données pour mieux définir les populations vulnérables et comprendre leurs problèmes d'alimentation et de nutrition, la surveillance du coût du panier à provisions nutritif et l'utilisation de cette information pour élaborer des programmes d'éducation et de soutien du revenu, et la collaboration intersectorielle pour assurer la salubrité des aliments.

Renforcer les pratiques d'une saine alimentation

Le marché canadien est en mesure de fournir des aliments ayant les caractéristiques nutritionnelles voulues pour assurer une saine alimentation. Mais il faut aussi créer les conditions pour que les Canadiens, au foyer, dans les institutions ou les établissements du secteur privé comme les magasins ou les restaurants, puissent choisir en toute connaissance de cause les aliments contribuant à une saine alimentation. Une des stratégies-clés du plan national du Canada sur l'alimentation (voir encadré) ayant trait au renforcement des habitudes d'une saine alimentation, s'appuie sur les facteurs suivants : des services communautaires ayant aussi un volet alimentation; des écoles donnant des cours de nutrition adaptés aux différents groupes d'âge; des programmes axés sur l'acquisition de compétences pratiques permettant de bien choisir les aliments; des médias et des publicités diffusant des messages exacts et cohérents; des aliments qui sont étiquetés de façon à permettre un choix éclairé.

Actions en faveur de l'allaitement maternel

Dans le cadre de l'Initiative Amis des bébés, les hôpitaux et les maternités ont intégré à leurs tâches courantes des pratiques visant à protéger l'allaitement, à apprendre aux femmes enceintes et aux accouchées les bienfaits de l'allaitement au sein, à former leur personnel soignant à protéger et à encourager cette pratique, et à aiguiller les accouchées vers des groupes d'entraide. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a institué un important projet de promotion de l'allaitement dans le système d'éducation public et a inscrit ce sujet en bonne place au programme de tous les professionnels de la santé et des organisations ayant trait à la santé. La promotion de ces initiatives et autres mesures d'encouragement est le fait du Comité canadien pour l'allaitement (CCA), une large coalition de représentants d'associations nationales et professionnelles de la santé, de particuliers et de spécialistes. Le CCA entend faire de l'allaitement maternel la norme culturelle de l'alimentation des nourrissons au Canada.

Une des mesures-clés annoncées dans le plan canadien sur l'alimentation concerne la promotion et la protection de l'allaitement maternel. D'autres mesures devront être prises pour appuyer le droit des femmes à allaiter et le droit des nourrissons à être allaités. Pour une majorité de nourrissons, le lait maternel est la meilleure garantie de sécurité alimentaire. Il représente une source alimentaire sûre, assurée, sans danger, nutritionnellement complète. L'appui actif de tous les secteurs de la société incitera un plus grand nombre de mères à allaiter, et à allaiter plus longtemps; il incitera aussi plus d'institutions publiques à être reconnues comme ' amies des bébés ' et améliorera la

sécurité alimentaire, la nutrition, la santé et le développement de nos nourrissons. Au Canada, les gouvernements et les autres partenaires travaillent à mettre en oeuvre le Code international de commercialisation des substituts au lait maternel (voir p. 33 pour plus de détails), en insistant sur la promotion de l'éducation et de la santé.

Mesures

Mettre en application les mesures annoncées dans La nutrition pour un virage santé : Voies d'action (1996), en l'occurrence :

- s'efforcer d'inclure et de maintenir les services de nutrition dans les services de santé complets dispensés dans la communauté et à domicile, sous leurs formes actuelles et sous leurs formes à venir;
- améliorer l'utilité de l'étiquetage nutritionnel, en accroître la disponibilité et intensifier l'éducation du public sur son utilisation;
- collaborer avec le secteur des services alimentaires et les organisations financées par l'État, comme les écoles, les hôpitaux et les organismes gouvernementaux, pour promouvoir la disponibilité accrue d'aliments qui concourent à une saine alimentation. (Tous les échelons de gouvernement, société civile, secteur privé

Mettre en oeuvre le Code international de commercialisation des substituts au lait maternel. (Tous les échelons de gouvernement, secteur privé, société civile, coalitions, p.ex., le CCA)

Appuyer la mise en oeuvre de l'Initiative Hôpitaux Amis des bébés et de l'Initiative Amies des bébés lancées par l'OMS/UNICEF au Canada dans le but d'instaurer globalement un climat favorable à l'allaitement maternel. (Tous les échelons de gouvernement, secteur privé, société civile, coalitions, p. ex., le CCA)

S'appliquer à instaurer des conditions de travail favorables à l'allaitement maternel. (Tous les échelons de gouvernement, secteur privé, société civile, coalitions, p. ex., le CCA)

Obtention des produits alimentaires traditionnels par les communautés autochtones

De nombreux autochtones au Canada, en particulier dans les communautés éloignées, connaissent la plupart ou la majorité des aspects de l'insécurité alimentaire à cause de la modicité de leurs revenus, des risques posés par la présence des polluants dans leurs sources traditionnelles d'aliments, des problèmes de qualité associés aux mauvaises conditions de manutention, de transport et de préparation à domicile des aliments commerciaux, et des perturbations, quant à l'accès, causées par les interruptions dans le transport ou les modifications des courants migratoires des animaux. Les aliments commerciaux sont chers, de même que les accessoires de pêche et de chasse.

Passer d'une société vivant de chasse et de cueillette à une société fondée sur les échanges monétaires pose aux communautés autochtones des difficultés particulières. De plus en plus d'autochtones optent pour les aliments commerciaux, qui sont plus coûteux et ne

comblent pas toujours aussi bien leurs besoins nutritifs que les aliments traditionnels. Pour la sécurité alimentaire et, finalement, pour les valeurs fondamentales de bien des communautés autochtones, il est nécessaire de mieux comprendre toute une gamme de questions : la place des aliments commerciaux par rapport aux aliments traditionnels, leurs modes d'obtention (qui peuvent comprendre la chasse, la pêche et la cueillette, le commerce, le troc et le partage), la contribution des aliments traditionnels à la santé, et les mesures à prendre pour assurer l'utilisation durable et sûre des ressources alimentaires. Le défi à relever par les autochtones pour atteindre la sécurité alimentaire est de gérer judicieusement l'évolution de ce régime alimentaire de façon à se prévaloir de ce que les deux systèmes, le traditionnel et le commercial, offrent de mieux.

Mesures

Réfléchir aux moyens de partager l'information concernant les questions d'accès aux aliments traditionnels et commerciaux, de déterminer les lacunes de l'information nécessaire aux partenaires clés et de faire le lien avec les études en cours. (Communautés et organisations autochtones, gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, milieux éducatifs et secteur privé, p. ex., les industries exploitant les ressources naturelles)

Travailler ensemble pour intégrer la dimension relative à la sécurité alimentaire et à l'accès aux aliments traditionnels dans les politiques et les activités existantes ayant une incidence sur l'obtention des aliments traditionnels, par exemple, la promotion de la sécurité alimentaire dans les activités de développement durable et la promotion de la santé. (MAINC et ses partenaires)

Honorer les engagements pris à l'égard de la sécurité alimentaire et de l'obtention des aliments traditionnels dans les projets fédéraux actuels comme Rassembler nos forces : Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones et les Stratégies de développement durable du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien ainsi que de Santé Canada. (MAINC, SC, et leurs partenaires)

Continuer d'encourager la participation des autochtones à la pêche, grâce au Programme de transfert des allocations de pêche, volet de la Stratégie sur les pêches autochtones, qui facilite le retrait volontaire des permis de pêche commerciale et la délivrance de nouveaux permis aux groupes et aux organisations d'autochtones admissibles, de façon à ne pas solliciter davantage la ressource. (POC)

Causes et conséquences de l'insécurité alimentaire au Canada : l'enquête d'un organisme

Un certain nombre d'études en cours contribuent à éclairer la question de l'insécurité alimentaire au Canada. Par exemple, le ministère canadien du Développement des ressources humaines a conçu un modèle qui montre les relations entre les conditions de l'insécurité alimentaire, l'insécurité nutritionnelle et la pauvreté alimentaire. Il se penche aussi sur ceux qui sont menacés par cette insécurité et sur les conséquences qu'ils en subissent.

L'enquête étudiera le degré d'inquiétude et la durée des périodes d'inquiétude vécue par les ménages en rapport avec le manque de nourriture, les compromis consentis au niveau de la qualité et la consommation insuffisante d'aliments. Des données seront aussi recueillies pour déterminer les causes de l'insécurité alimentaire, sa périodicité et des stratégies de lutte. Les résultats devraient être connus en l'an 2000.

Source : « Lack of Food Security in Canada », Direction générale de la recherche appliquée, Développement des ressources humaines Canada.

Système de surveillance de l'insécurité alimentaire

Au Canada, les estimations de la nature, de l'étendue, de la répartition et de l'évolution de l'insécurité alimentaire sont extrêmement disparates et peu de gens s'accordent sur ces sujets. Il est donc difficile de susciter le soutien nécessaire à la prise de mesures claires. Il est nécessaire d'en arriver à une compréhension commune de ces questions et de s'entendre sur une série d'indicateurs de l'insécurité alimentaire. Certes, de nombreux indicateurs individuels existent déjà, mais ils mesurent chacun une facette différente du problème au lieu de donner un tableau national complet. C'est un excellent exemple de domaine où la coopération intersectorielle peut aboutir à un outil valable et reconnu, généralement accepté et pouvant être utilisé pour surveiller la situation. Les résultats de cette surveillance et leur publication régulière pourraient fournir une information sérieuse sur laquelle fonder les mesures à prendre concernant la sécurité alimentaire tant au niveau des politiques que des programmes. Cela contribuerait aussi à mieux sensibiliser le public.

Le panier à provisions nutritif

Combien cela coûte-t-il de nourrir une famille avec des aliments qui sont nutritifs, acceptables et en quantité suffisante? Un certain nombre de provinces et de territoires canadiens s'efforcent de répondre à cette question. Par exemple, le ministère de la Santé de l'Ontario a révisé les critères obligatoires de ses programmes de santé publique en 1997 pour y inclure le contrôle annuel de cette dépense. Il utilise maintenant cette information pour promouvoir et appuyer l'élaboration de politiques destinées à accroître l'accès à une saine alimentation. Autre exemple au niveau du gouvernement fédéral : l'élaboration récente du Programme des paniers à provisions du Nord pour surveiller les coûts de l'alimentation dans les communautés autochtones du Nord. Le concept du panier à provisions nutritif est un indicateur utile, qui contribue grandement à la surveillance de l'insécurité alimentaire dans les collectivités de partout au pays.

Mesures

S'entendre sur une série d'indicateurs intérieurs de l'insécurité alimentaire pouvant servir à évaluer l'étendue et la distribution de l'insécurité alimentaire dans tout le pays. (Gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, société civile)

Établir une base de données de référence sur les indicateurs de l'insécurité alimentaire, y compris sur les indicateurs de l'état nutritionnel; assurer une surveillance continue ; voir à ce que l'information collectée soit régulièrement publiée, qu'il en soit tenu compte dans les politiques et les programmes futurs et qu'elle serve aux activités de surveillance entreprises au niveau international. (Gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, société civile).

Engagement trois - Agriculture et développement rural durables

« Nous poursuivrons des politiques et méthodes participatives et durables de développement alimentaire, agricole, halieutique, forestier et rural dans les régions à potentiel élevé comme dans celles à faible potentiel, qui sont essentielles pour assurer des approvisionnements alimentaires adéquats et fiables au niveau des ménages ainsi qu'aux échelons national, régional et mondial, et lutterons contre les ravageurs, la sécheresse et la désertification, considérant le caractère multifonctionnel de l'agriculture. »

Sommet mondial de l'alimentation

Étant l'un des premiers pays producteurs et exportateurs d'aliments, le Canada possède un système de production alimentaire et agricole bien organisé. L'approvisionnement en aliments est sûr, stable et abondant, les prix sont abordables dans la plupart des régions du pays et la qualité est très élevée. Le Canada doit cette abondance en partie à son fonds de richesses naturelles : des réserves abondantes d'eau douce, de forêts, de terre arable, de ressources maritimes, de minéraux et de sources d'énergie. Il le doit aussi en partie à des secteurs agricole et agroalimentaire productifs et efficaces, qui ont joué traditionnellement un rôle vital dans la prospérité économique du pays. Les Canadiens sont des chefs de file mondiaux de la recherche et du développement en agriculture, et leurs compétences sont reconnues dans des domaines comme les pratiques de l'agriculture durable, les coopératives, la biotechnologie et l'exploitation durable des forêts.

Comme d'autres branches de l'économie, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a connu des transformations majeures au cours des dix dernières années. La rationalisation industrielle et l'innovation technologique des secteurs de la production et de la transformation des aliments ont fait croître la productivité, même si cela se traduit par des entreprises, plus modernes et plus grandes, employant moins de personnel.

Un des grands défis à relever pour maintenir et accroître la production agricole au Canada consiste à élaborer des technologies nouvelles pour protéger le fonds de ressources naturelles et améliorer la compétitivité à long terme grâce à la production à valeur ajoutée. La recherche-développement est une activité impliquant plusieurs parties, les pouvoirs publics et la société civile, dont les milieux universitaires, le secteur agroalimentaire, les organisations bénévoles et communautaires. Les recherches sont actuellement axées sur la protection de la santé de l'environnement, la détection des menaces posées par les parasites étrangers, la lutte contre les problèmes relatifs aux cultures au pays et la contribution à la salubrité des aliments.

En outre, il est impératif de relever les défis continus posés par la préservation de l'environnement pour maintenir la viabilité à long terme du fonds de richesses naturelles et d'atteindre l'objectif de la production durable d'aliments. Ces défis sont entre autres : la conservation des ressources des sols; l'amélioration de la qualité de l'eau de surface et souterraine; la gestion de la quantité d'eau; la gestion durable de l'habitat faunique, l'assurance de qualité de l'air, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce dernier; l'efficacité énergétique; la conservation des ressources génétiques; l'aménagement des zones marines et des littoraux; la lutte contre la pollution et la gestion des déchets. Signataire d'un grand nombre d'accords internationaux sur les questions d'environnement, tous les échelons de gouvernement au Canada établissent des programmes permanents, dans de nombreux domaines : agriculture, pêche, forêts, aménagement des océans, prévention de la pollution, préservation de la biodiversité, réduction des risques, lutte contre la désertification, changement climatique, et bien d'autres.

Par exemple, le Canada travaille à mieux cerner les effets du changement climatique sur la production d'aliments, dans le but d'élaborer des mesures d'atténuation et d'adaptation pour les producteurs de cultures vivrières. Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, comme tous les pans de la société canadienne, doivent aussi répondre au défi considérable des engagements contractés par le Canada dans le Protocole de Kyoto sur la diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES). On intensifie actuellement les efforts pour découvrir et pour appliquer des méthodes permettant non seulement de réduire les émissions de GES d'origine agricole, mais aussi d'accroître la capacité des sols agricoles de stocker du gaz carbonique. Des travaux sont également en cours pour étudier les possibilités de traiter les forêts comme un moyen de fixation et de stockage du carbone.

Un autre défi capital dans le maintien de la production est d'assurer la sécurité de nos ressources naturelles. Le gouvernement fédéral vise à débarrasser presque complètement l'environnement des substances toxiques les plus dangereuses et à mettre au point des procédés plus efficaces d'identification, de dépistage, d'évaluation et de gestion des substances toxiques. La coopération multisectorielle est importante à cette fin. Un exemple de cette coopération est l'initiative volontaire et non régie par des règlements intitulée Accélération de la réduction et l'élimination des toxiques (ARET) mise au point par des personnes intéressées de l'industrie, du domaine de la santé, des associations professionnelles et de l'administration publique.

<p>La protection des terres au Nouveau-Brunswick</p> <p>Le gouvernement de cette province a adopté une Loi sur la protection et la mise en valeur des terres agricoles pour répondre aux préoccupations des agriculteurs de la province. L'objet de la loi est de protéger les exploitations agricoles et les terres actuellement exploitées ou censées convenir à une éventuelle production agricole. Les agriculteurs continueront d'intervenir sur les questions d'utilisation des terres; en vertu de la loi, ils font partie du processus de planification de l'utilisation des terres.</p> <p>L'objectif à long terme de la loi est de conserver les terres agricoles pour les générations à venir. Pour encourager les propriétaires, ceux qui inscriront leurs propriétés bénéficieront d'un report de leurs taxes foncières. Les dispositions visant la protection des terres comprennent l'élaboration de règlements précisant les utilisations autorisées des terres sur ces propriétés et la réduction de l'empiétement des utilisations non agricoles sur les terrains contigus. À l'aide d'Internet, on mettra sur pied un système d'information du public pour lui notifier les terres protégées.</p>	<p>Gérance conjointe : exploiter rationnellement la richesse naturelle du Canada</p> <p>Le Canada entend assurer la pérennité du milieu naturel et l'auto-suffisance de ses flottilles de pêche en réorientant sa politique et sa gestion de manière à privilégier la co-gestion entre les responsables des pêches gouvernementaux et les intervenants du secteur des pêches. La réalisation de ces objectifs passe par la formation des pêcheurs aux captures de conservation, aux pratiques de pêche responsables, à la co-gestion et à la durabilité.</p> <p>Pour ce qui concerne les communautés des premières nations, les ententes de co-gestion des pêches sont étendues de façon à améliorer l'accès aux terres et aux ressources exploitables proches, y compris la pêche commerciale.</p> <p>L'autosuffisance économique des premières nations bénéficie de l'appui du Programme des forêts des premières nations. Dans la même veine, le Programme des forêts modèles vise à donner aux peuples autochtones plus de possibilités pour démontrer l'intérêt des méthodes de gestion durable des forêts qui sont basées sur les valeurs, les croyances et les traditions autochtones.</p>
---	--

Mesures

Participer au système global de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) visant les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et, dans ce contexte, mettre en oeuvre le Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. (AAC)

Mettre en oeuvre la Stratégie canadienne de biodiversité, qui comprend des orientations stratégiques visant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des ressources agricoles que les autres partenaires utilisent pour guider leurs actions. (Gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, société civile)

Prendre toutes les mesures convenables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. (Tous les partenaires)

Veiller à l'exploitation stable et durable des ressources halieutiques, en coopération avec les organisations de pêcheurs, en accordant la taille des flottilles de pêche avec les

ressources existantes à l'aide des mesures de contingentement des captures (comme les contingents individuels), des rachats de permis, des mesures de reconstitution des stocks, etc. (POC, société civile)

Mettre en oeuvre le Programme d'ajustement et de restructuration des pêches canadiennes, qui permettra la réduction de la capacité de pêche du poisson de fond, ce qui augmentera la disponibilité des ressources et aidera les participants à s'ajuster dans d'autres secteurs économiques. (POC)

Mettre en oeuvre les nouvelles Stratégies de développement durable exigées par suite de la révision de la Loi sur le vérificateur général. (Gouvernement fédéral, société civile)

Mettre en oeuvre des mesures efficaces et bien fondées de gestion des produits chimiques, reposant sur le principe de précaution, en les combinant à la prévention de la pollution et à des mesures législatives et administratives de contrôle fondées sur la recherche-développement. (EC, MAECI, RNCAN, SC-ARLA)

Mettre en oeuvre la Convention de Rotterdam (Programme des Nations Unies sur l'environnement et FAO) sur la procédure de consentement éclairé préalable concernant certains pesticides et produits chimiques dangereux dans le commerce international, grâce à l'adoption ou à la modification de mesures législatives nationales. (EC, SC)

Mettre en oeuvre la Stratégie nationale sur les forêts (1998-2003), le plan provisoire du Canada axé sur l'intendance durable des forêts pour le nouveau millénaire, et faire rapport de la mise en Oeuvre des critères et des indicateurs de l'aménagement durable des forêts. (RNCAN)

Élaborer un Code canadien de conduite pour la pêche responsable faisant écho au Code de conduite pour la pêche responsable édicté par la FAO. (POC, et ses partenaires)

Promouvoir une journée mondiale de la pêche et en coordonner les manifestations au Canada. (Société civile)

Poursuivre l'élaboration d'une stratégie de conservation de l'eau douce pour la santé humaine et de l'environnement. (Gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, peuples autochtones, intervenants nationaux)

Assurer la recherche, mettre au point, introduire et faciliter l'adoption de nouveaux modes durables de production et de protection des cultures, notamment l'application accrue de la lutte antiparasitaire intégrée et l'utilisation de nouvelles variétés de cultures résistantes au stress et aux ravageurs. (AAC, SC-ARLA, gouvernements provinciaux, société civile)

Assurer la recherche, mettre au point, introduire et faciliter l'adoption de nouveaux modes durables d'élevage et de protection des animaux, notamment des technologies et des pratiques visant une meilleure gestion de la production des sous-produits. (AAC, POC, ACIA, SC, société civile)

Augmenter l'emploi des biotechnologies marines convenablement évaluées, tels que les vaccins et les épreuves diagnostiques pour les poissons, pour améliorer et sauvegarder la pisciculture et la production d'algues et pour protéger les écosystèmes. (POC, société civile)

Poursuivre la prévention de la pollution en encourageant l'efficacité économique et environnementale par la réduction des déchets et l'adoption de mesures qui éviteraient de générer des matières polluantes dès que possible dans le cycle d'une activité. (Tous les partenaires)

Engagement quatre - Commerce et sécurité alimentaire

« Nous nous efforcerons de faire en sorte que les politiques concernant le commerce des denrées alimentaires et agricoles et les échanges en général contribuent à renforcer la sécurité alimentaire pour tous grâce à un système commercial mondial à la fois juste et axé sur le marché. »

Sommet mondial de l'alimentation

Le Canada voit dans les échanges commerciaux loyaux un élément clé de la sécurité alimentaire. Ceux-ci y contribuent en effet de plusieurs façons car ils stimulent l'investissement, font correspondre la production à la demande, augmentent le revenu et l'emploi d'un grand nombre de personnes et offrent aux consommateurs un plus large choix de produits. Toutefois, la transition vers le libre-échange, s'ajoutant aux effets d'autres variables économiques, peut entraîner une réduction des revenus de certains segments de la population. Si des mesures ne sont pas prises en conséquence, la sécurité alimentaire, pour certains Canadiens, risque d'être compromise.

Étant une grande nation commerçante, le Canada continue à Oeuvrer en faveur d'une libéralisation accrue du commerce et à encourager la compétitivité des biens et des services canadiens. L'industrie canadienne bénéficie à cette fin de renseignements sur les marchés, d'incitations à l'investissement, du développement des collectivités rurales et de la promotion de normes harmonisées.

Le Canada s'efforce de donner l'exemple pour ce qui concerne l'élaboration et le respect de règles de commerce et d'investissement ouvertes, équitables et prévisibles, qui ne nuisent pas à l'environnement ni ne menacent l'approvisionnement alimentaire chez lui ou à l'étranger. La société civile joue un rôle important vis-à-vis de l'utilisation durable des ressources en sensibilisant le public et l'industrie aux pratiques commerciales tenant compte des impératifs sociaux et écologiques.

Le gouvernement canadien travaille avec l'industrie et d'autres partenaires à améliorer et affermir l'accès aux marchés pour leur permettre d'exploiter des débouchés commerciaux

sur les marchés intérieurs et d'exportation. Les trois aspects de sa stratégie sont l'accès aux marchés, le développement des marchés et l'investissement.

Évaluation des effets de la libéralisation du commerce

AAC réalise une large gamme d'études sur les effets de la libéralisation du commerce sur les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Citons parmi les sujets à l'étude :

- L'incidence des obstacles aux échanges interprovinciaux sur la compétitivité et l'efficacité du secteur agroalimentaire;
- Les conséquences de la libéralisation des échanges interprovinciaux pour l'industrie laitière, par région, à l'aide d'une comparaison des coûts;
- Les effets des changements récents de politiques intérieures au Canada, aux États-Unis, dans l'Union européenne, au Mexique et au Japon sur le commerce du blé, des céréales secondaires et des oléagineux, sous l'angle des distorsions des cours mondiaux et des volumes d'exportation;
- L'incidence des politiques intérieures et des politiques concernant le commerce des produits agroalimentaires sur les zones rurales du Canada, en particulier le développement des entreprises rurales, l'emploi, le revenu et la croissance des collectivités rurales;
- Les effets de l'abaissement des tarifs douaniers mondiaux sur le secteur agroalimentaire canadien et le fonctionnement des marchés mondiaux.

Mesures

Engager des discussions concrètes et équilibrées avec la société civile pour examiner la relation entre le commerce, les ententes commerciales et la sécurité alimentaire. (AAC, MAECI)

Harmoniser les normes nationales d'inspection des aliments et de sécurité avec les normes correspondantes internationales, de façon à maintenir la protection de la santé du public et à faciliter les échanges commerciaux. (AAC, ACIA, MAECI, SC)

Définir des méthodes de détermination de la valeur des ressources agricoles dans un système de comptabilité national et réfléchir à des méthodes permettant de comptabiliser la gamme complète des avantages et des coûts de la production agricole en rapport avec l'environnement. (AAC).

Engagement cinq - État de préparation aux mesures d'urgence

« Nous nous efforcerons de prévenir les catastrophes naturelles et les crises provoquées par l'homme, d'y être préparés, et de répondre aux besoins alimentaires provisoires d'urgence, d'une façon qui stimule la reprise, le redressement et le développement et renforce la capacité de satisfaire les besoins futurs. »

Sommet mondial de l'alimentation

Pour faire face aux situations d'urgence, le Canada possède un système bien conçu prévoyant des lois habilitantes, d'importants dispositifs de coordination et du personnel formé à ce type d'interventions. En cas de catastrophes, les secours primaires se déploient aux niveaux des particuliers, des familles, des producteurs et de la collectivité, là où les gens sont directement touchés. Ensuite, si les gouvernements doivent entrer en jeu, les opérations se déploient à des niveaux plus élevés selon le cas.

Au Canada, les menaces les plus communes à l'égard de l'approvisionnement alimentaire sont les catastrophes météorologiques comme les inondations, les sécheresses et la grêle. Environnement Canada contribue à en réduire l'incidence en fournissant des prévisions et des avertissements météorologiques et environnementaux précis. Il effectue aussi de la recherche dans les domaines comme la variabilité climatique et les facteurs climatiques à grande échelle, en collaboration avec des partenaires internationaux. Ainsi, on met les compétences scientifiques voulues à la disposition d'une large gamme de consultations sur les politiques et les programmes et les activités d'adaptation.

Une autre menace liée aux situations d'urgence est celle de la contamination, surtout par les microorganismes pathogènes, mais aussi par les produits chimiques dangereux, soit par suite de déversements, d'incendies ou d'explosions, soit par une contamination croisée pendant la production ou la transformation des aliments. Un défi clé pour un pays aussi grand et aussi peu densément peuplé que le Canada est la nécessité de maintenir l'efficacité des communications, du partage d'information et de la coordination. Il faut aussi tenir compte des menaces que les dangers naturels peuvent faire peser sur la sécurité alimentaire à court et à long termes, pour ce qui concerne tant la production d'aliments que l'accès aux sources traditionnelles d'aliments.

« Bel essai El Niño, mais ici, c'est le Canada! »

Cette boutade d'un Ontarien résume la réaction du Canada à la grande tempête de verglas qui, en janvier 1998, a privé d'électricité la plupart des localités de l'Est de l'Ontario, du Sud du Québec et de certaines régions du Canada atlantique. Ce cataclysme a immédiatement menacé le secteur agricole qui dépend fortement de l'électricité pour chauffer les bâtiments d'élevage, pour récolter, transformer, expédier et entreposer des produits périssables tels que le lait et la viande et pour entreposer les semences, les aliments du bétail et les denrées alimentaires. Pour la collectivité dans son ensemble, il était devenu impossible d'entreposer des aliments et de préparer des repas à la maison, dans les restaurants et dans les magasins d'alimentation.

La coordination intersectorielle multi-niveaux et les bonnes volontés ont galvanisé les opérations de secours. Le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités, unissant leurs forces à celles des organismes communautaires et des innombrables bénévoles, ont installé des centres d'hébergement, fourni des vivres et du matériel et veillé à ce que tout le monde soit pris en charge. De nombreuses entreprises se sont portées à la rescousse et ont fourni des biens et des services indispensables aux plus bas tarifs qu'il leur était possible d'offrir. L'armée canadienne a prêté main-forte aux équipes des compagnies d'électricité, porté secours aux personnes abandonnées et isolées et aidé à acheminer des fournitures et du matériel essentiels. Dans le même temps, les organes d'information ont déployé des efforts héroïques non seulement pour couvrir les événements, mais aussi pour fournir des renseignements et des contacts aux gens qui avaient besoin d'aide et encourager les efforts de préparation aux situations d'urgence à l'avenir.

Parer aux menaces contre l'approvisionnement alimentaire

En cas de foyers de contamination alimentaire, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) coordonne les mesures d'urgence au Canada. Le Programme de l'hygiène du milieu et le Programme des aliments de Santé Canada collaborent à la préparation des plans et des procédures d'appui à l'ACIA, et le Programme des aliments travaille avec le Laboratoire de lutte contre la maladie (Santé Canada) sur les risques de foyers de toxi-infections alimentaires. L'ACIA peut alors émettre des mises en garde ou ordonner le rappel de produits, selon la gravité de la situation.

Mesures

Mettre à jour les dispositifs d'intervention d'urgence contre les situations menaçant l'approvisionnement alimentaire, qu'elles soient créées par des phénomènes naturels ou par l'homme. (SC-ARLA, ACIA)

Reconduire et mettre à jour le système actuel d'intervention contre les agents microbiens menaçant l'approvisionnement alimentaire. (SC-ARLA, ACIA)

Assurer la mise en place d'un système de règlements pour que les produits des biotechnologies, tant vivants que non vivants, ne posent pas de risque pour la santé ou l'environnement. (EC, SC-ARLA, ACIA)

Engagement six - Promouvoir les investissements

« Nous encouragerons l'affectation et l'utilisation optimale de l'investissement public et privé pour faire progresser les ressources humaines, les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et forestiers durables et le développement rural, dans les zones à fort comme à faible potentiel. »

Sommet mondial de l'alimentation

L'investissement, dans des domaines tels que la capacité de production, les améliorations de la productivité, la commercialisation, la mise en valeur des ressources humaines et l'infrastructure de soutien connexe, est indispensable pour assurer aux producteurs et transformateurs une viabilité économique continue. La viabilité à long terme du Canada rural, soit les communautés rurales, côtières et isolées, est une condition clé de la réalisation de cet objectif. Nombre de ces collectivités vivent les mêmes préoccupations : les jeunes s'en vont dans les centres urbains et les privent de leurs compétences, de leur énergie et de leur goût d'entreprendre. Les collectivités productrices de denrées et celles vivant d'autres ressources naturelles sont également touchées par la mutation de l'économie qui fait apparaître un besoin de compétences nouvelles. L'accès au capital et à la formation, surtout dans les nouvelles technologies, est essentiel pour ceux qui veulent réussir et prospérer. Et pour bon nombre des neuf millions de Canadiens ruraux, soit environ le tiers de la population canadienne totale, la distance par rapport aux centres urbains rend l'accès à l'infrastructure et aux services, comme les réseaux de communications, à la fois coûteux et difficile. Le défi consiste à offrir des possibilités d'emploi en milieu rural qui permettent aux ruraux de rester dans leurs régions ou d'y retourner.

Pour relever ces défis, le gouvernement du Canada encourage l'investissement provenant de sources tant privées que publiques. L'investissement public obéit à une approche intégrée du développement rural visant à améliorer la qualité de vie dans les communautés rurales et à permettre aux Canadiens ruraux d'être compétitifs dans une économie mondialisée, de sorte qu'ils puissent contribuer pleinement à la croissance et à la stabilité du Canada et continuer à assurer la sécurité alimentaire des Canadiens. Certains des grands défis à relever par les collectivités rurales comprennent l'aménagement durable des ressources disponibles, la création d'occasions d'affaires locales, l'accès aux marchés, à l'information, aux capitaux et à d'autres services tels que l'éducation et la formation.

La stratégie canadienne en faveur de l'investissement dans le secteur agroalimentaire vise à faire du Canada un choix intéressant pour les investisseurs canadiens aussi bien qu'étrangers.

Il faut à cette fin informer les investisseurs en puissance sur le climat de l'investissement au Canada, voir à ce que le régime réglementaire soit propice et susciter une plus grande collaboration entre les pouvoirs publics et le secteur privé.

<p>Accroître la compétitivité : investir dans le savoir et la technologie</p> <p>Le Programme canadien de partage des frais pour l'investissement en recherche et développement, offert par Agriculture et Agroalimentaire Canada, finance des recherches menées conjointement par le gouvernement canadien et l'industrie dans le but de mettre au point des nouvelles technologies et de les transférer au secteur agroalimentaire. Il a été affecté à la conservation des ressources génétiques, les variétés de culture et les systèmes de production et de protection, les produits alimentaires et non alimentaires, faisant appel aux systèmes tant traditionnels que non traditionnels, y compris la biotechnologie. Exemples de travaux en cours :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lutte contre la brûlure de la pomme de terre; • mélanges optimaux d'ensilage de graminées et de légumineuses; • identification des gènes porcins codant les caractéristiques indésirables de la viande de porc; • élaboration d'édulcorants naturels; • nouveaux hybrides de canola. 	<p>Cadre canadien de promotion de l'investissement international dans le secteur agroalimentaire</p> <p>Objectifs clés de ce cadre : attirer l'investissement étranger direct dans le secteur agroalimentaire canadien, faciliter la conclusion d'alliances et de partenariats stratégiques; faire en sorte que les investissements et les alliances stratégiques existant entre les entreprises canadiennes et étrangères soient maintenus et s'accroissent. Les domaines suivants retiennent spécialement l'attention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • production porcine et transformation; • produits de consommation transformés; • agriculture et biotechnologie alimentaire; • aliments fonctionnels ou nutraceutiques; • utilisations industrielles des produits agricoles.
---	---

La stratégie canadienne en faveur de l'investissement dans le secteur agroalimentaire vise à faire du Canada un choix intéressant pour les investisseurs canadiens aussi bien qu'étrangers.

Il faut à cette fin informer les investisseurs en puissance sur le climat de l'investissement au Canada, voir à ce que le régime réglementaire soit propice et susciter une plus grande collaboration entre les pouvoirs publics et le secteur privé.

Mesures

En leur appliquant le « critère rural », adapter les politiques, les programmes et les services pour qu'ils correspondent aux réalités sociales et économiques du Canada rural et faire en sorte que les communautés rurales de toutes les régions du Canada partagent les avantages économiques d'une économie mondiale basée sur le savoir. (Gouvernement fédéral)

Rendre les programmes et les services fédéraux plus accessibles aux collectivités rurales. (Gouvernement fédéral)

Déterminer et promouvoir les possibilités d'investissement direct, canadien et étranger, et appuyer les alliances qui s'y rapportent dans le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. (Gouvernement fédéral)

Encourager l'investissement de capitaux de risques dans la création et l'agrandissement d'entreprises du secteur para-agricole et agroalimentaire. (AAC)

Favoriser le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits en encourageant la recherche grâce à des mesures fiscales, à des centres d'excellence et au Programme de partage des frais pour l'investissement en recherche et développement. (AAC, Finances)

Partie III: Mesures internationales

Engagement un - Un environnement propice

« Nous assurerons un environnement politique, social et économique propice, visant à instaurer les meilleures conditions pour l'éradication de la pauvreté et le maintien d'une paix durable, fondé sur la pleine participation des hommes et des femmes sur un pied d'égalité, particulièrement favorable à la sécurité alimentaire durable pour tous. »

Sommet mondial de l'alimentation

Il revient à tous les pays, individuellement, de créer le climat politique et institutionnel favorable à la sécurité alimentaire. Le Canada, cependant, en tant que membre de la communauté internationale, concourt de façon importante aux efforts en ce sens. Membre fondateur et ténor du système multilatéral, par l'entremise entre autres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), du G7, des Nations Unies, des institutions créées dans le sillage de la Conférence de Bretton Woods et de l'Organisation mondiale du commerce, le Canada collabore avec d'autres États à l'instauration d'un climat favorable à la sécurité alimentaire, à l'échelle planétaire.

Au Canada, la longue tradition de respect de la démocratie, les principes de bon gouvernement et les droits de la personne au Canada sont à la base de ses relations intérieures et internationales. Autant à l'échelle bilatérale que multilatérale, un élément clé de l'approche canadienne réside dans la promotion des politiques favorables à un environnement macro-économique stable. La promotion de ces politiques attire l'attention sur la nécessité d'accroître l'emploi, de multiplier les occasions d'investir, de réduire la pauvreté et de mettre en place les programmes de sécurité sociale, pour en faire la base d'un accès amélioré à la nourriture. L'amélioration d'un environnement propice se traduit également par la prestation d'une aide en ce qui concerne les modes de faire-valoir,

l'accès au crédit, et l'élimination des monopoles et autres distortions de la distribution des aliments. En tant que chef de file responsable de la prestation de l'Aide publique au développement (APD) du Canada, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) soutien des programmes dans les PVD et dans les pays en transition, visant à fournir une aide technique aux niveaux local et intermédiaire pour renforcer l'infrastructure macroéconomique.

En outre, le renforcement de la société civile et la promotion de la transparence et de l'ouverture dans les administrations publiques augmentent la participation du public à l'exercice de l'autorité et donnent voix au chapitre dans les décisions qui les concernent aux groupes vulnérables tels que les minorités, les femmes et les peuples autochtones. Afin de parvenir à la sécurité alimentaire universelle, les pays doivent extirper la discrimination enracinée dans les lois, les coutumes, les attitudes ainsi que dans les politiques et les programmes publics.

Les femmes nourrissent le monde

Le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire des PVD est important : principales productrices d'aliments destinés à la consommation domestique, soutien économique du ménage (leurs revenus sont nécessaires à l'achat de nourriture), elles dispensent des soins essentiels à une alimentation convenable. Elles produisent jusqu'à 80 % de la nourriture ménagère en Afrique du sud du Sahara, 65 % en Asie et 45 % en Amérique latine et Caraïbes *. Souvent, cependant, elles ne jouissent pas d'un accès égal à la terre, au crédit, à la formation, à l'information ou aux intrants (semences, outils et engrais). Ordinairement, comme soutien économique du ménage, les femmes consacrent une plus forte proportion de leurs revenus à l'alimentation familiale. Pourtant, elles ne bénéficient pas d'un accès égal aux moyens qui augmenteraient leur capacité de gagner plus, par exemple à l'éducation, au crédit, aux emplois et à l'avancement ni aux services de soutien tels que les services de puériculture.

Dans la famille, elles sont presque exclusivement chargées de l'alimentation, y compris des facteurs qui influent sur cette dernière, par exemple les soins de santé, l'approvisionnement en eau salubre et l'hygiène, le soin des enfants et des aînés. Beaucoup d'états réduisent leur appui aux programmes sociaux en raison des contraintes budgétaires, ce qui ajoute à la charge de travail domestique des femmes et réduit d'autant la possibilité qu'elles gagnent un revenu à l'extérieur du foyer.

L'appui du Canada aux programmes qui, dans les PVD, facilitent l'accès au crédit, aux intrants, à la propriété du sol et à l'éducation ainsi qu'à la formation des femmes défavorisées contribue notablement à la capacité des femmes d'acheter ou de faire croître la nourriture. Grâce à ces investissements, le Canada peut contribuer à la sécurité alimentaire dans les régions où le besoin est maximal.

* Women: The Key to Food Security, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, octobre 1995.

Mesures

Fournir une assistance technique bilatérale, par l'intermédiaire du système multilatéral de développement et des partenaires, afin d'appuyer les efforts des pays en voie de développement et des pays en transition visant à mettre en place des politiques, des lois et des programmes favorables au développement durable, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. (ACDI, société civile)

Promouvoir la participation de tous les protagonistes à la mise au point de solutions assurant la sécurité alimentaire, à l'échelle nationale et à celle des communautés. (ACDI, société civile)

Promouvoir le processus démocratique d'élections libres et ouvertes, le bon exercice de l'autorité, la participation du public, la liberté de parole, le règne du droit et la protection des droits fondamentaux de la personne sur toutes les tribunes internationales, dans les relations bilatérales et dans les programmes d'aide technique. (ACDI, MAECI, société civile)

Appuyer la mise en oeuvre, dans les pays en voie de développement, de la Plate-forme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. (ACDI, société civile)

Appuyer la mise en oeuvre efficace de l'Initiative visant à alléger le fardeau des pays pauvres lourdement endettés. (ACDI, Finances)

Encourager les PVD et les pays en transition à adopter des politiques monétaire et financière stables afin d'assurer une croissance économique durable et équitable et à améliorer l'accès à la nourriture. (ACDI, MAECI, Finances)

Promouvoir l'efficacité des systèmes de transformation et de distribution des aliments dans les PVD et les pays en transition afin de diminuer le prix des aliments au niveau du consommateur et augmenter le prix versé aux producteurs vivriers. (ACDI, MAECI, AAC, société civile).

Engagement deux - Accès à la nourriture

« Nous mettrons en oeuvre des politiques visant à éradiquer la pauvreté et l'inégalité et à améliorer l'accès physique et économique de tous, à tout moment, à une alimentation suffisante, adéquate du point de vue nutritionnel et sanitaire, et son utilisation efficace. »

Sommet mondial de l'alimentation

Réduction de la pauvreté

L'approche du Canada à la réduction de la pauvreté consiste à aider les pays et les communautés à s'attaquer aux racines et aux facteurs structurels de cette dernière et à s'attacher à rendre les gens autonomes. Cela signifie assurer des occasions d'accéder à l'égalité politique, sociale et économique aux groupes vulnérables et désavantagés, y compris les minorités et les peuples autochtones, ainsi que la participation entière et égalitaire des femmes et des hommes au développement de leurs communautés.

Il s'agit de reconnaître et de développer les potentialités des défavorisés par l'éducation et en répondant à leurs besoins fondamentaux. Il s'agit également d'accroître leur capacité

de production par la formation et l'accès à des ressources productives et d'abolir les entraves de leur participation à la société.

Le principal canal par lequel le Canada peut s'attaquer à la pauvreté est son programme d'APD. L'objet de ce programme est d'appuyer le développement durable dans les PVD, afin d'y réduire la pauvreté et de contribuer à un monde plus sûr, plus équitable et plus prospère. Chacune des six priorités du programme de l'ACDI, soit les besoins humains fondamentaux de l'homme; l'égalité entre les sexes; les services infrastructurels; les droits de la personne, la démocratisation, la saine conduite des affaires publiques; la croissance du secteur privé; l'environnement, contribue directement et indirectement à la réduction de la pauvreté.

Dans ce contexte, l'une des façons dont le Canada rejoint les démunis est par le biais de sa stratégie d'aide alimentaire qui s'inspire d'une démarche axée autant sur le développement que sur l'aide d'urgence pour la prestation de l'aide alimentaire. Par exemple, les projets de travail rétribué en vivres rend non seulement la nourriture accessible à ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire mais ils peuvent également assurer une sécurité alimentaire à long terme en permettant aux ménages de maintenir et de raffermir leur capital productif tout en renforçant leur infrastructure agricole, tels des travaux d'irrigation ou la construction de routes réunissant la ferme et le marché.

Au cours de la dernière décennie, à l'occasion des grandes conférences des Nations unies, le Canada, de concert avec d'autres pays, s'est fixé des objectifs et a convenu de mesures précises dans ces domaines. En 1997, avec les autres membres de l'OCDE, il s'est donné comme objectif de réduire de moitié la proportion des personnes vivant dans la pauvreté absolue avant l'an 2015.

Vu l'étroit rapport qui existe entre la pauvreté et la sécurité alimentaire, les programmes qui, dans le cadre des six priorités susmentionnées visent la réduction de la pauvreté contribueront directement à l'atteinte de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation soit de réduire l'insécurité alimentaire. Dans le sillage du Sommet, l'ACDI a désigné un centre de responsabilité interne qui serait chargé de la sécurité alimentaire et qui examine comment augmenter l'effet des efforts de réduction de la pauvreté de l'ACDI sur la sécurité alimentaire.

Mesures

Examiner les programmes en vigueur de sécurité alimentaire, qui s'adressent au groupe les plus vulnérables; établir les options pour accroître les répercussions de l'Aide publique au développement chez ceux dont l'alimentation est le plus à risque. (ACDI, société civile)

Continuer à appuyer les efforts des PVD pour y réduire la pauvreté et, plus particulièrement, pour appuyer leurs efforts en vue d'atteindre l'objectif international qui est de réduire de moitié, avant 2015, la proportion des gens qui vivent dans la pauvreté absolue. (ACDI, société civile)

Maintenir l'engagement à l'égard de l'objectif de l'APD des Nations Unies qui est de 0,7 % du PNB et restaurer l'aide à ce niveau dès que la situation financière de l'État le permettra. (Gouvernement fédéral)

Atteindre l'objectif du gouvernement, qui est de consacrer au moins 25 % du budget de l'APD aux investissements dans les besoins fondamentaux de l'homme, notamment l'alimentation et la nutrition, l'éducation de base et les soins primaires de santé, afin de réduire la pauvreté grâce au développement durable. (ACDI, Finances)

Nutrition et utilisation efficace de la nourriture

Améliorer l'accès à la nourriture ou aux moyens de production ne suffit pas à assurer la sécurité alimentaire. Les gens devraient y puiser suffisamment d'éléments nutritifs, d'énergie, de protéines, de vitamines et de minéraux pour pouvoir mener une vie entièrement productive. La nourriture devrait également être salubre et posséder une qualité nutritionnelle convenable. Dans une large mesure, ces deux caractéristiques de la nourriture sont reliées à l'accès physique et économique à une nourriture de qualité, à l'éducation, aux soins de santé primaires, à l'eau potable et à l'hygiène ainsi qu'aux combustibles. Le Canada appuie la promotion de la bonne alimentation, par une foule de projets reconnaissant la nutrition, en tant que secteur propre, et les répercussions qui découlent de son intégration avec d'autres secteurs tels que la santé et l'éducation. Le Canada a joué un rôle de premier plan, notamment pour accroître l'enrichissement des produits alimentaires et la supplémentation en micronutriments.

L'allaitement a des répercussions considérables sur la sécurité alimentaire des nourrissons, en jouant un rôle capital dans leur alimentation, leur santé et leur développement. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que l'on pourrait prévenir la mort de 1,5 million de bébés chaque année, grâce à un allaitement convenable. Le Canada continue d'appuyer fortement la réhabilitation de la culture de l'allaitement dans le monde, même s'il demeure conscient des problèmes de santé reliés à la transmissibilité possible du VIH par le lait maternel.

Application du Code de commercialisation des substituts au lait maternel dans les PVD

Adopté par l'Assemblée mondiale de la Santé en mai 1981, le Code cherche à protéger le droit de tous les enfants et de toutes les femmes enceintes et allaitantes d'être convenablement nourries pour acquérir et conserver une bonne santé.

Il vise à protéger ce droit chez l'enfant, en faisant en sorte que les laits de remplacement ne soient ni commercialisés ni distribués de façon à nuire à l'allaitement. Il soustrait les parents à une publicité qui laisserait entendre que l'allaitement artificiel est équivalent ou supérieur au naturel.

L'Assemblée mondiale de la santé a pressé tous les États membres de traduire le Code en lois, en règlements ou en toutes autres mesures nationales.

Parmi les initiatives que finance actuellement l'ACDI pour promouvoir l'allaitement, mentionnons le soutien à la recherche sur l'apport complémentaire de vitamine A à la naissance, au Zimbabwe, pour réduire la transmission du VIH et une autre étude évaluant la faisabilité et l'acceptabilité de l'emploi du rétinol du lait maternel comme indicateur de la vitamine A.

Mesures

Continuer d'appuyer et de promouvoir une meilleure adéquation nutritionnelle des aliments grâce à l'appui aux efforts visant à éliminer les carences en vitamine A, les troubles dus à une carence en iode et les efforts visant à réduire l'anémie ferriprive, avant l'an 2000, y compris l'appui à l'Initiative des micronutriments. (ACDI, CRDI, société civile)

Appuyer la recherche en cours, par l'entreprise du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), qui s'attache à combattre les carences en micronutriments par l'amélioration nutritionnelle des cultures vivrières ordinaires. (ACDI, CRDI)

Continuer de promouvoir la mise en oeuvre du Code de commercialisation des substituts au lait maternel et appuyer les efforts internationaux, de même que ceux des PVD visant à protéger, à promouvoir et à appuyer l'allaitement naturel ainsi que l'instruction et l'habilitation plus poussées des femmes pour qu'elles s'assurent à elles-mêmes et à leurs familles une bonne alimentation. (MAECI, ACDI, société civile)

Engagement trois - Agriculture et développement rural durables

« Nous poursuivrons des politiques et méthodes participatives et durables de développement alimentaire, agricole, halieutique, forestier et rural dans les régions à potentiel élevé comme dans celles à faible potentiel, qui sont essentielles pour assurer des approvisionnements alimentaires adéquats et fiables au niveau des ménages ainsi qu'aux échelons national, régional et mondial, et lutterons contre les ravageurs, la sécheresse et la désertification, considérant le caractère multifonctionnel de l'agriculture. »

Sommet mondial de l'alimentation

Population, ressources naturelles et sécurité alimentaire

On estime que dans les 30 années à venir la population mondiale s'accroîtra de 2,5 milliards et que plus de 90 % de cet accroissement aura lieu dans les PVD.

Ces pressions solliciteront fortement les ressources de production des pays les plus défavorisés. Il faut une approche intégrée pour stabiliser la croissance démographique mondiale tout en accroissant l'offre et la disponibilité d'aliments.

Le Canada appuie le plan d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et il fournit un soutien permanent aux programmes d'une foule d'organisations activement engagées dans les questions intéressant la population, y compris le Fonds de l'ONU sur la population et l'Organisation mondiale de la santé.

Source : Environment and Development: The Crucial Decade, Revue développement, ACDI, Printemps 1992.

La plus grande partie des sols arables du monde est déjà mise en production, et on s'attend peu à une augmentation notable de la ressource dans l'état actuel de la technique. Le degré élevé de malnutrition, la croissance démographique prévue et l'évolution des préférences alimentaires, tout cela exigera de doubler la production alimentaire au cours des trois prochaines décennies, et cela doit être réalisé de façon durable. Voilà un défi particulier pour les PVD, où la plus grande partie de cette croissance aura lieu.

La recherche est la clé de la croissance de la productivité et de la durabilité des ressources naturelles. Cependant, la compression des dépenses effectuée dans la plupart des pays a eu pour effet d'atténuer le financement public de la recherche agricole nationale et internationale.

Dans beaucoup de PVD, le financement public reste le principal bailleur de fonds des programmes de recherche assurant la durabilité des ressources naturelles et répondant aux besoins technologiques et ceux liés à la production des petits producteurs alimentaires qui fonctionnent à l'écart des grands marchés.

Le Canada appuie la recherche qui contribue à la durabilité à long terme des ressources et à la sécurité alimentaire, grâce au travail du Groupe consultatif pour la recherche agricole

internationale (GCRAI), réseau de 16 centres internationaux de recherche liée à l'alimentation et à l'agriculture. Les centres du GCRAI effectuent de la recherche dans les domaines vitaux pour la sécurité alimentaire, y compris des améliorations aux cultures vivrières de base, au bétail, aux forêts et aux pêches, la biodiversité, les biotechnologies, la gestion des sols et de l'eau, la réduction de l'usage abusif des pesticides et les questions relatives à la sécurité alimentaire des ménages, y compris le rôle des femmes. En outre, reconnaissant que les améliorations agricoles doivent profiter directement aux pauvres, le réseau a fait du soulagement de la pauvreté le mobile de toute son activité.

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Le CRDI, principale organisation canadienne de recherches pour le développement, finance la recherche sur la sécurité alimentaire, sur les thèmes suivants : les gens, les terres et l'eau; approches communautaires et autres approches à l'aménagement des ressources naturelles; agriculture urbaine; innovation et technologie dans les PME et les micro-entreprises; utilisation durable de la biodiversité. Ces programmes de recherche insistent particulièrement sur la participation de tous les intervenants, soit les producteurs (particulièrement les femmes), les organismes non gouvernementaux (ONG), les décideurs et chercheurs, par des méthodes participatives ainsi que par l'analyse sociale et politique.

Pour mettre la recherche en branle, il faut que les populations rurales participent activement aux programmes de développement agricole. Malheureusement, elles sont nombreuses à être privées de leurs droits ou à avoir un accès limité ou nul aux moyens de production. Cela est particulièrement vrai des femmes, qui sont souvent les principales productrices d'aliments destinés à la consommation domestique.

Le développement rural véritable dépend d'une réforme agraire efficace, qui restitue aux ruraux un moyen de produire de la nourriture pour eux-mêmes, leurs communautés et leurs pays de façon écologiquement durable. Il faut aussi assurer, entre autres mesures, l'infrastructure agricole nécessaire, telle que l'aide, en aval, à l'entreposage, à la transformation, au transport et à la commercialisation et l'aide des institutions aux coopératives, aux offices de commercialisation, aux associations industrielles et aux entreprises.

Le Canada appuie les programmes de développement de l'agriculture dans les PVD, en collaborant avec les collectivités locales pour restaurer la base de la ressource naturelle pour l'agriculture, l'élevage, la pêche, la chasse et la cueillette. Les principaux domaines d'intervention comprennent la conservation de l'eau, des sols et des semences locales, l'agroforesterie et l'aménagement des forêts communautaires. Pour le Canada, la difficulté est de maintenir le financement de ces programmes, l'APD accordée à l'agriculture, à l'alimentation et à la nutrition ayant baissé de 49 % en 1990-1995. Dans un effort visant à contrer cette baisse de financement, l'ACDI élabore présentement des lignes directrices pour l'agriculture, l'alimentation et la nutrition afin d'axer les programmes dans le cadre des six priorités de l'ADP vers la production alimentaire dans les PVD. On s'assure que les programmes renouvelés visent les personnes les plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire.

Préserver les connaissances des peuples autochtones

Les peuples autochtones ayant conservé un mode de vie traditionnel ont un rôle important à jouer dans la préservation des connaissances agricoles. Dans les écosystèmes dont la gamme varie de l'aride au subtropicale en passant par le tropical, ces collectivités détiennent des connaissances vitales pour l'utilisation durable de la biodiversité et de la productivité agricole. Souvent, cependant, on ne les consulte pas sur l'exploitation de leurs connaissances et de leurs ressources et on ne les indemnise pas pour l'utilisation de ces dernières.

La communauté internationale a reconnu ce que les peuples autochtones pourraient nous apporter et elle travaille à les intégrer. Par exemple, la Convention sur la lutte contre la désertification renferme des clauses sur le transfert de technologie et les connaissances des autochtones. Le Canada appuie cette convention et il adopte ses propres mesures pour reconnaître l'apport des collectivités autochtones au développement durable. L'ACDI collabore avec plusieurs organisations à l'élaboration de lignes directrices sur l'évaluation environnementale et les connaissances traditionnelles, qui pourraient servir dans les projets de mise en valeur.

Le Canada appuie l'utilisation de la biotechnologie moderne comme moyen d'améliorer la production alimentaire et la durabilité agricole. Il sera peut-être nécessaire d'adopter des mesures aux échelons appropriés pour l'évaluation des risques et la capacité de réduction des impacts pour assurer une utilisation raisonnablement sécuritaire de ces produits par certains PVD.

Le Canada contribue à la préservation des ressources mondiales actuelles, grâce à son appui aux accords internationaux conclus dans les domaines tels que la biodiversité, la désertification, le changement climatique, la prévention de la pollution et la conservation des stocks de poissons. De concert avec la communauté internationale, le Canada travaillera à l'élaboration des cadres stratégiques convenables afin de promouvoir la conservation des ressources naturelles.

Mesures

Appuyer la mise en oeuvre des conventions sur la biodiversité, le changement climatique et la désertification; accroître les efforts pour promouvoir la négociation d'une convention internationale sur les forêts entre les partenaires du Canada dans le développement et sur les tribunes internationales. (Gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, société civile)

Continuer de participer à la négociation du Protocole sur la biosécurité, un nouvel instrument international dans le cadre de la Convention sur la biodiversité visant à assurer le transfert et la manipulation sécuritaires d'organismes vivants modifiés par la biotechnologie. (Tous les partenaires)

Encourager la prise de mesures appropriées pour l'évaluation des risques et la capacité de réduction des impacts afin d'assurer que le transfert, la manutention et l'usage des organismes vivants modifiés par la biotechnologie moderne se fassent selon le protocole de préservation de la diversité biologique. (Tous les partenaires)

Continuer à promouvoir la ratification rapide et l'entrée en vigueur accélérée de l'Accord des Nations Unies sur les stocks halieutiques chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs; promouvoir le soutien international au Code de conduite de la FAO sur la pêche responsable. (MAECI, POC)

Appuyer les efforts internationaux pour la tenue d'une journée mondiale de la pêche. (Société civile)

Continuer de participer, en y jouant un rôle visible de premier plan, à des initiatives internationales pour gérer les polluants organiques persistants (POP), y compris la ratification du Protocole Aarhus sur les POP de la Commission économique pour l'Europe et promouvoir la conclusion diligente d'un accord du Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE) visant les mêmes polluants, fondé sur des principes scientifiques solides et sur ceux de la gestion du risque. (EC, MAECI, RNCAN, SC-ARLA)

Continuer de négocier la révision de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture à la FAO, afin d'établir les termes d'une coopération internationale dans ce domaine. (AAC)

Promouvoir l'adoption, par les PVD et les pays en transition, de politiques et de programmes qui aboliront les obstacles à l'augmentation de la production de nourriture par les producteurs nationaux, notamment par les défavorisés et les femmes, et encourager une transformation et une distribution plus efficaces. (ACDI, société civile)

Encourager le transfert de technologie dans la production agricole, la commercialisation et l'entreposage, par des ententes commerciales, techniques, des ententes de coopération et des ententes avec les ONG, y compris des ententes de jumelage direct d'agriculteur à agriculteur. (ACDI, société civile, agriculteurs)

En reconnaissance de l'importance de la recherche pour le processus de développement, continuer de doter les PVD d'une capacité de recherche (systèmes nationaux de recherche agricole : le secteur privé, les universités et les réseaux d'ONG), de façon à acquérir la masse critique qui permettra de s'attaquer aux nombreux aspects de l'insécurité alimentaire. (ACDI, CRDI, société civile)

Continuer de jouer un rôle de premier plan dans les délibérations techniques et administratives du GCRAI et collaborer avec les centres pour stabiliser la base de financement; appuyer le nouveau processus de partenariat afin d'intensifier un dialogue fructueux sur l'établissement de programmes et la recherche; s'assurer que les personnes défavorisées sont explicitement visés. (ACDI, CRDI)

Surveiller les résultats des travaux en cours des institutions canadiennes avec les peuples autochtones, par exemple l'étude internationale des dimensions économiques, sanitaires et légales de l'emploi des ressources alimentaires traditionnelles entreprise par l'Université

Laval. (MAINC, communautés et organisations autochtones, milieux éducatifs, secteur privé)

Se servir de l'Association canadienne des parlementaires sur la population et le développement, nouvellement formée, pour attirer l'attention sur l'importance des enjeux démographiques pour le développement durable et la sécurité alimentaire. (Tous les partenaires).

Engagement quatre - Commerce et sécurité alimentaire

« Nous nous efforcerons de faire en sorte que les politiques concernant le commerce des denrées alimentaires et agricoles et les échanges en général contribuent à renforcer la sécurité alimentaire pour tous grâce à un système commercial mondial à la fois juste et axé sur le marché. »

Sommet mondial de l'alimentation

Pratiques commerciales loyales

Le Canada appuie les efforts de la communauté internationale pour corriger les effets négatifs éventuels de la libéralisation des échanges pour les PVD. Il a fortement appuyé la Décision de Marrakesh (OMC), sur les mesures concernant les effets négatifs éventuels du programme de réforme pour les pays les moins développés et pour les PVD importateurs nets d'aliments. Dans ce texte, on expose des mesures pour maintenir la disponibilité de l'aide alimentaire et technique afin d'aider ces pays au cours de la transition.

La politique commerciale du Canada fait ressortir le maintien et l'expansion d'un système multilatéral et assujéti à des règles, par le truchement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et par la participation à des initiatives régionales et bilatérales. Le Canada se fait le champion du rôle clé des normes communes en facilitant la libéralisation, en appuyant les organismes internationaux de normalisation et en concluant des accords bilatéraux en matière d'inspection, de certification, de coopération technique et d'échange de l'information avec un certain nombre de pays.

Le Canada estime que, peu à peu, on supprime les obstacles au commerce et les autres distorsions propres au commerce mondial des produits alimentaires et agricoles. Cependant, il reconnaît que les États ou les groupes de la société ne profitent pas tous de la libéralisation des échanges à court terme et que des mesures de transition peuvent s'imposer pour aider des pays à s'ajuster. Le Canada collaborera avec ses producteurs et transformateurs et avec les États étrangers pour rendre loyales les règles en matière d'échanges, les appliquer équitablement et renforcer la sécurité alimentaire. De concert avec les partenaires internationaux, il faudra poursuivre la recherche sur les répercussions de la libéralisation des échanges, tant sur les gens vulnérables que sur l'environnement, afin de mieux comprendre les facteurs de la sécurité alimentaire, les liens qui existent entre les échanges et la sécurité alimentaire, les répercussions du commerce sur

l'environnement et les mesures dont on a besoin pour procurer un accès meilleur aux aliments à tous les pays.

Grâce à son appui aux activités de développement du secteur alimentaire et à la recherche agricole, le Canada peut aider les PVD à améliorer la productivité et l'efficacité de leurs secteurs alimentaires et d'autres pans de leurs économies, pour qu'ils soient plus concurrentiels sur les marchés mondiaux et qu'ils s'y taillent une place. Cela contribue beaucoup à leur sécurité alimentaire à long terme, puisque cela les aide à vaincre le protectionnisme agricole et leurs inquiétudes face à l'autosuffisance alimentaire au profit de l'autonomie alimentaire. À la fois gros exportateur et importateur d'aliments, le Canada gagne sur les deux tableaux.

Mesures

Poursuivre la promotion des avantages d'un commerce réglementé, au cours du prochain cycle de négociations de l'OMC et de négociations sur le commerce régional comme celles qui se déroulent à l'intérieur de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et la Zone de libre-échange des Amériques (ALEA). Cela comprend, par exemple, donner suite à la proposition de libéralisation des échanges commerciaux de l'APEC par la libéralisation sectorielle volontaire anticipée du poisson et des produits du poisson. (MAECI, AAC, POC)

Participer à une discussion portant sur le rapport entre les échanges commerciaux, les accords commerciaux et l'insécurité alimentaire, afin de mettre au point et d'appuyer la recherche sur les répercussions des politiques commerciales sur la sécurité alimentaire. (MAECI, AAC, ACDI, ministères provinciaux de l'agriculture, société civile)

Faciliter la préparation des PVD au prochain cycle de négociations multilatérales sur le commerce, par un certain nombre de mesures telles que le renforcement de leurs capacités et l'échange de connaissances techniques. (ACDI, MAECI, AAC)

Continuer d'encourager la communauté internationale à surveiller les répercussions de la libéralisation des échanges dans le secteur agricole chez les pays les moins développés et les PVD importateurs nets de nourriture, comme cela est prévu dans la Décision de Marrakesh de l'OMC et la Déclaration ministérielle de Singapour. (MAECI)

Collaborer avec l'industrie pour faciliter la mise sur pied d'un système internationalement acceptable d'agrément et de certification biologiques. (Association canadienne de normalisation)

Appuyer l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et collaborer à l'élaboration de normes internationales en matière d'innocuité des aliments et de santé des animaux et des végétaux, à la Commission du Codex Alimentarius, à l'Office international des épizooties et à la Convention internationale pour la protection des plantes. (AAC, ACIA, MAECI, SC)

Engagement cinq - État de préparation aux mesures d'urgence

« Nous nous efforcerons de prévenir les catastrophes naturelles et les crises provoquées par l'homme, d'y être préparés, et de répondre aux besoins alimentaires provisoires d'urgence, d'une façon qui stimule la reprise, le redressement et le développement et renforce la capacité de satisfaire les besoins futurs. »

Sommet mondial de l'alimentation

Consolidation de la paix

Parmi les atteintes les plus graves à la sécurité alimentaire, mentionnons la guerre et les troubles civils, qui non seulement perturbent le cycle régulier de la production et de la distribution alimentaires mais qui, souvent, entraînent des situations d'urgence contre lesquelles il faut mobiliser une aide alimentaire massive pour éviter la catastrophe. Les guerres peuvent exercer des répercussions à long terme sur la sécurité alimentaire en raison de l'usage répandu des mines antipersonnelles qui, souvent déployées dans les régions productives, empêchent les populations civiles de s'adonner à l'agriculture. Le Canada a été un chef de file mondial des efforts visant à interdire et à supprimer ces mines, et il a accordé un financement supplémentaire pour aider les pays à s'en débarrasser et aider les victimes.

Les efforts de la diplomatie canadienne, autant bilatéraux que multilatéraux, portent aussi sur la prévention des conflits et la recherche de solutions diplomatiques à ces derniers ainsi que sur le renforcement de la capacité et de l'efficacité des Nations Unies dans ce domaine. Les forces armées canadiennes continuent d'être un point d'appui des efforts d'édification de la paix des Nations Unies.

Le Canada, la paix et la sécurité alimentaire

Le Canada a été un participant dynamique aux initiatives de paix et aux initiatives de consolidation de la paix, partout dans le monde, au cours du dernier demi-siècle. Les initiatives canadiennes de consolidation de la paix se déroulent sur deux fronts.

- Le Fonds de consolidation de la paix, administré par l'ACDI, appuie les initiatives innovatrices pour catalyser l'augmentation de la capacité des sociétés touchées par les conflits de gérer ces derniers sans violence. Les initiatives sont adaptées aux besoins reconnus à l'échelle locale et elles sont coordonnées avec le concours d'organisations internationales et régionales, d'ONG, la présence des forces de paix des Nations Unies et le personnel d'aide technique.
- Le Programme de consolidation de la paix, administré par le MAECI, appuie les activités visant à augmenter la capacité de consolidation de la paix intérieure au Canada, à accroître l'efficacité des mécanismes multilatéraux de consolidation de la paix et à appuyer les initiatives en ce sens dans le pays ou les secteurs stratégiques qui échappent aux priorités de l'aide publique au développement par le Canada.

Mesures

Poursuivre les efforts collectifs visant à prévenir les conflits et, le cas échéant, à trouver à ces derniers des solutions durables. (MAECI, MDN, ACDI, société civile)

Continuer à fournir, au besoin, des gardiens de la paix dans le contexte des opérations de maintien de la paix de l'ONU. (MAECI, MDN)

Continuer d'appuyer les initiatives de consolidation de la paix, en renforçant les fondements à long terme, par exemple une société civile forte, un gouvernement démocratique, le respect des droits de la personne, l'organisation de réunions et d'une formation pour la résolution pacifique des conflits et l'éradication des racines des conflits, par exemple la pauvreté et l'inégalité. (ACDI, MAECI, tous les partenaires)

Continuer de travailler avec les partenaires clés (gouvernements et ONG) et de mobiliser la coopération internationale pour la mise en vigueur rapide du traité d'interdiction des mines antipersonnelles, l'universalisation du traité et de nouveaux programmes d'aide aux victimes et au déminage. (ACDI, MAECI, société civile)

Nouvelle stratégie d'aide alimentaire de l'ACDI

La réduction de la faim se trouve au cœur de cette stratégie. Les programmes visent les pays pauvres, manquant de nourriture pour nourrir convenablement leurs populations et dépourvus généralement des ressources financières pour importer la nourriture qui comblerait cette pénurie. La stratégie insiste sur les groupes vulnérables de ces pays, notamment les femmes et les enfants; elle insiste particulièrement sur la coordination de l'aide alimentaire et de la sécurité alimentaire et sur les buts du développement à long terme. La démarche de l'ACDI prend en considération les secours alimentaires et les activités complémentaires visant les soins de santé et de nutrition de base, l'éducation primaire, l'augmentation du revenu pour les défavorisés affamés, et une production agricole en fonction de ceux-ci. La démarche est orientée vers les besoins et elle se concentre sur les interventions les plus efficaces. Elle insiste aussi sur l'évaluation efficace des résultats.

Secours alimentaire

Les crises alimentaires graves peuvent avoir des répercussions dévastatrices et à long terme sur la vie des gens. Les catastrophes peuvent également mettre en péril un mode de croissance déjà fragile et détourner du développement des ressources importantes. Le Canada appuie activement les efforts internationaux visant à mieux préparer aux catastrophes les pays qui y sont exposés. Toutefois, en cas de situations d'urgence, les secours alimentaires peuvent être le seul moyen de sauver des vies à court terme jusqu'à ce qu'il ait une reprise du développement à plus long terme. En raison de son rôle vital, le Canada continuera d'accorder priorité aux secours alimentaires dans des situations d'urgence.

Le Canada est déterminé à améliorer la valeur nutritive globale de l'aide alimentaire, grâce à l'enrichissement des produits alimentaires de consommation courante et de ceux qui sont distribués dans les secours alimentaires. Il appuie également les programmes, notamment de supplémentation en micronutriments, de même que des projets intégrés qui

relie la nutrition à la santé, à l'éducation et aux activités productrices de revenus. Ces initiatives contribuent au retour à la normale et à la reconstruction et aident au développement à long terme des populations.

Mesures

Continuer de participer aux efforts nationaux et internationaux visant à aider les pays et les régions à se doter d'une meilleure protection civile. (ACDI, société civile)

Dans les discussions visant à élaborer la nouvelle Convention sur l'aide alimentaire, chercher à nouer des liens entre la convention et le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. (ACDI)

Continuer d'accorder une plus grande priorité au secours alimentaire, comme réponse aux catastrophes naturelles et d'origine humaine et chercher des moyens de maximiser l'efficacité de l'aide alimentaire et, de la façon la plus efficiente, contribuer aux buts du développement et de la sécurité alimentaire à long terme. (ACDI, société civile)

Collaborer au Programme alimentaire mondial et avec d'autres donateurs à des moyens efficaces visant à enrichir en micronutriments les denrées distribuées par les secours alimentaires. (ACDI)

Engagement six - Promouvoir les investissements

« Nous encouragerons l'affectation et l'utilisation optimales de l'investissement public et privé pour faire progresser les ressources humaines, les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et forestiers durables et le développement rural, dans les zones à fort comme à faible potentiel. »

Sommet mondial de l'alimentation

Beaucoup de pays s'efforcent de parvenir à la sécurité alimentaire en combinant les activités qui procurent un revenu, la production nationale et les importations et, dans le cas des PVD, en recevant en plus une aide internationale. Ces éléments exigent des investissements considérables des secteurs public et privé nationaux, qui ne sont possibles que dans un contexte économique et juridique favorable à l'épargne des citoyens, à la formation du capital et à des marchés efficaces.

Pour posséder un secteur agricole et agroalimentaire en bonne santé, les politiques économiques et alimentaires générales d'un pays doivent fournir un climat stable aux investissements dans les ressources humaines, la recherche agricole et les améliorations technologiques, la capacité de production et les infrastructures. Cependant, dans la plupart des PVD où les revenus sont faibles, la rareté des investissements et les lacunes

dans l'infrastructure rurale de même que l'absence de crédits accordés à l'agriculture et à la pêche limitent gravement le potentiel de production et de distribution nationales d'aliments.

Les stratégies de développement rural et urbain dans les PVD s'adaptent aux rôles rapidement changeants des secteurs public et privé ainsi qu'à la décentralisation croissante de la prise des décisions politiques et fiscales. Les gouvernements continueront d'être importants, mais leur raison d'être sera désormais de fournir de véritables biens publics, par exemple des services d'éducation et de soins de santé, de fixer les règles du jeu et de corriger les défaillances de la politique et des marchés.

Dans certains domaines, le secteur privé joue déjà un rôle de plus en plus grand, en aidant à transformer le secteur alimentaire. Cependant, les investissements du secteur public resteront longtemps vitaux. Le développement technologique et la recherche financés par le secteur public (y compris les politiques et les règlements) resteront primordiaux pour relever les défis de la sécurité alimentaire, notamment dans les PVD moins favorisés.

L'aide technique que le Canada accorde aux PVD et aux pays en transition contribue aux efforts de ces derniers pour créer un climat économique, social et politique attrayant pour les investissements nationaux et étrangers et capable de les retenir. Le Canada appuie également les organisations internationales spécialisées qui fournissent aide et conseils aux pays intéressés à instaurer ce climat et à appuyer les investissements du secteur public et à catalyser ceux du privé.

Investir dans les plus défavorisés

Le Canada joue un rôle de premier plan dans le Groupe consultatif d'assistance aux plus défavorisés. Ce groupe de la Banque mondiale fait la promotion des meilleures pratiques de lutte contre la pauvreté et il travaille à mettre au point des étalons de mesure de la pauvreté pour aider à mesurer les progrès réalisés contre cette dernière. L'ACDI est intéressée à explorer la dimension de l'accès à la sécurité alimentaire de l'aide sous la forme de microcrédits - aider les défavorisés à atteindre un style de vie durable et, en conséquence, à parvenir à la sécurité alimentaire durable. Grâce à des organisations telles que la Banque Grameen, et la Self-Employed Women's Association of India, les défavorisés bénéficient de petits prêts pour démarrer une entreprise ou d'une formation pour acquérir des capacités qui engendreront des revenus et pour le développement d'une micro-entreprise. En outre, on aide les organisations de défense à promouvoir des lois et des politiques qui assureront un climat favorable à la micro-entreprise.

Le Canada appuie également la mise en place d'un climat favorable et la prestation d'aide aux investissements publics et privés (ces derniers jouant un rôle de catalyseur), grâce à des institutions multilatérales telles que l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), la Société financière internationale (SFI), la Société interaméricaine d'investissements (SII), la Banque mondiale et les banques pour le développement régional.

Tous y gagnent à appuyer les entreprises de coparticipation visant le développement

Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI appuie les entreprises canadiennes intéressées à nouer des alliances à long terme avec des entreprises des PVD. Il contribue à renforcer les liens en matière d'investissement et les liens commerciaux entre le Canada et les PVD, grâce au transfert de connaissances et de la technologie canadiennes. Il maintient des relations avec quelque 400 organisations canadiennes qui, en partenariat, réalisent plus de 3 000 projets dans presque tous les secteurs et dans quelque 110 PVD. Selon une étude récente, il a engendré, depuis 1978, un montant estimatif de 7,5 milliards de dollars (G\$) de revenus et d'investissements dans les PVD et 6 G\$ de commandes de biens et de services canadiens.

Mesures

Appuyer les efforts des PVD et des pays en transition pour instaurer, au moyen de politiques, un climat favorable aux investissements nationaux et étrangers, plus particulièrement dans les domaines qui augmentent durablement la sécurité alimentaire. (ACDI, CRDI, société civile)

Encourager les pays à comprimer leurs dépenses militaires excessives et à redistribuer les ressources pour augmenter les investissements de l'État dans les domaines qui augmenteront la sécurité alimentaire, par exemple la santé, l'éducation, l'agriculture et la protection de l'environnement. (MAECI, ACDI, société civile)

Par l'entremise de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et du Programme de coopération industrielle de l'ACDI, appuyer les Canadiens qui souhaitent investir dans les

PVD, y compris dans les secteurs directement reliés à la sécurité alimentaire. (SEE, ACDI)

Appuyer le groupe consultatif d'assistance aux plus défavorisés et diriger l'assistance technique et financière vers les établissements de microcrédit du Tiers monde, afin de maximiser les occasions offertes aux défavorisés, femmes et hommes, pour qu'ils investissent dans leur propre sécurité alimentaire. (ACDI, société civile)

Engagement sept - Mise en oeuvre et surveillance

« Nous exécuterons le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, et assurerons son contrôle et son suivi, à tous les niveaux en coopération avec la communauté internationale. »

Le gouvernement canadien, avec la participation active de la société civile, continuera de participer, avec la communauté internationale, à la quête de solutions aux problèmes de la sécurité alimentaire mondiale, afin de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées, au plus tard en 2015. Le Canada s'acquittera de son engagement contracté au Sommet mondial de l'alimentation en collaborant avec ses partenaires internationaux pour s'attaquer aux préoccupations en matière de sécurité alimentaire, en insistant sur la coordination et l'action efficace des donneurs, grâce à l'intégration des objectifs énoncés dans la stratégie de développement de l'OCDE, Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^e siècle. L'une des tâches primordiales sera de poursuivre la mise au point d'outils qui aideront tous les partenaires à comprendre la nature, l'étendue et la répartition de l'insécurité alimentaire, de l'échelle planétaire à l'échelle locale.

Mesures

Chercher à faire en sorte que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO adopte des méthodes pour encourager la participation efficace des joueurs utiles de la société civile au processus de surveillance du Comité, reconnaissant leur rôle vital dans l'augmentation de la sécurité alimentaire. (AAC, tous les partenaires)

Encourager les gouvernements des PVD à préparer des plans d'action nationaux pour la sécurité alimentaire, en accordant un rôle à la société civile et à aider la société civile à jouer un rôle plus actif, en collaborant avec les gouvernements dans la recherche de solutions durables à l'insécurité alimentaire. (AAC, ACDI, tous les partenaires)

Encourager les organisations du Système des Nations unies pour le développement et les autres institutions multilatérales de développement à intensifier leur coopération et leur coordination, notamment pour ce qui concerne leurs opérations sur le terrain, afin d'appuyer plus efficacement les efforts des PVD dans la réduction de la pauvreté et dans l'augmentation de la sécurité alimentaire. (ACDI, MAECI, AAC, Finances)

Encourager les institutions multilatérales de développement à gérer leur activité en fonction des résultats et à mieux faire en sorte que leurs opérations contribuent à l'atteinte des objectifs convenus à l'échelle internationale, y compris celui de réduire de moitié le nombre actuel de personnes sous-alimentées, au plus tard en 2015. (AAC, ACDI, MAECI, Finances)

Continuer d'appuyer la mise sur pied des systèmes de cartographie de l'information sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires (SCIIVA), pour mesurer les objectifs et surveiller les progrès des PVD. (ACDI, société civile)

Mettre au point et utiliser des indicateurs internationaux et nationaux ainsi que des moyens de surveillance pour déterminer les pays, les régions et les groupes de populations exposés à l'insécurité alimentaire, et les types d'intervention les mieux adaptés pour réduire l'insécurité alimentaire dans les PVD et les pays en transition. (ACDI, société civile)

Fournir des comptes rendus au Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur la contribution du Canada au Sommet mondial de l'alimentation, à tous les deux ans. (AAC, tous les partenaires)

La société civile travaille à promouvoir le droit à l'alimentation

Les organisations de la société civile de partout dans le monde ont élaboré un Code international de conduite sur le droit de l'homme à une alimentation convenable et elles y ont souscrit, afin d'aider à clarifier en quoi consiste ce droit et les responsabilités de tous ceux qui participent à assurer la jouissance entière de ce droit. Elles ont voulu également que ce code serve de fondement éthique et de guide à l'exercice et à la jouissance du droit à l'alimentation.

En mars 1997, à Saskatoon, la société civile canadienne a tenu une consultation visant à promouvoir le droit à l'alimentation et à y sensibiliser les gens. On y a discuté de l'ébauche d'un Code de conduite sur le droit à l'alimentation, version qui a par la suite été avalisée par un groupe important et représentatif de la société civile.

Le droit à une nourriture adéquate

Comme convenu dans le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, il faut « clarifier le contenu du droit à une nourriture adéquate et le droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim, tel qu'il figure dans le Pacte internationale relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (le Pacte) » et « accorder une attention particulière à l'exécution et à la réalisation pleine et progressive de ce droit ». Il a été demandé au Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme de mieux définir, avec le concours d'autres spécialistes, les droits reliés à l'alimentation et de proposer des façons de les exercer et d'en jouir.

Le Canada a avalisé de nombreuses déclarations et conventions internationales, qui reconnaissent clairement le droit à une nourriture adéquate et le droit fondamental de tous de ne pas souffrir de la faim, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ce droit a été

reconnu et réaffirmé dans la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et dans le Plan d'action de 1996 du Sommet mondial de l'alimentation. Dernièrement, le Canada a coparrainé une résolution affirmant ce droit à la Commission des droits de l'homme.

Le Canada vise à faire en sorte que les mesures qui seront prises à l'égard de ce droit convergeront vers l'aide aux pays défavorisés et que les peuples appuieront les responsabilités individuelles et collectives qui sont capitales pour leur droit à l'alimentation.

Mesures

Contribuer et clarifier le contenu de droit à une nourriture adéquate, tel que défini dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en informant les citoyens de l'existence de ce droit de l'homme et de sa signification et continuer à appuyer la communauté internationale et les gouvernements à tous les niveaux et à collaborer avec eux pour faire en sorte que l'on jouisse pleinement de ce droit. (Gouvernement fédéral, société civile)

S'engager dans des campagnes pour promouvoir le droit à une nourriture adéquate, en promouvant le Code international de conduite sur le droit de l'homme à une alimentation convenable et surveiller dans quelle mesure le droit de manger est respecté, protégé et rempli. (Société civile)

Appuyer la convocation d'un séminaire des Nations Unies sur l'exercice du droit à une nourriture adéquate et continuer de participer de près à l'élaboration d'une résolution de la Commission des droits de l'homme sur le droit à une nourriture adéquate. (MAECI)

Partie IV : Conclusion

Mise en oeuvre et surveillance du Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire

Le Canada est déterminé à prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre et surveiller le Plan d'action pour la sécurité alimentaire. Le processus de consultation qui est à l'origine du plan en a fixé les priorités et cerne les mesures à prendre ainsi que les responsables. Ce sera également un processus de consultation qui caractérisera sa mise en oeuvre et sa surveillance. Ainsi, le processus reflétera la nature plurisectorielle et interdépendante des obligations exposées dans le plan. Tous les secteurs de la société canadienne auront un rôle à jouer pour faire en sorte que l'insécurité alimentaire au Canada et à l'étranger soit réduite de moitié au plus tard en 2015.

Grâce au processus de consultation qui a permis d'élaborer le plan d'action, on a dégagé plusieurs principes qui dominent tous les autres. Ces principes représentent le consensus

général de ceux qui ont participé à l'élaboration du plan. Ils orienteront sa mise en oeuvre. Le plan national désigne la large gamme de mesures à prendre aux différents niveaux du gouvernement canadien de même que par les participants non gouvernementaux, les bénévoles et ceux du secteur privé. Chacun, à son tour, examinera les répercussions du plan sur ses propres programmes et activités. Pour les orienter dans leurs délibérations, les rédacteurs du plan national ont identifié trois éléments fondamentaux :

La clé, c'est le partenariat. - La coopération, la coordination et la collaboration des diverses équipes recrutées à l'échelle communautaire, nationale et internationale maximiseront la synergie, clarifieront les rôles, réduiront au minimum les répétitions inutiles et parviendront à un renforcement mutuel. Il s'agira pour tous les joueurs, de trouver des partenariats nouveaux et plus créatifs, de renforcer les réseaux et de travailler sans discrimination, en encourageant la participation des communautés et des individus à l'élaboration et à la mise en oeuvre de politiques et de programmes.

Le dialogue, la réflexion stratégique et le changement sont la façon démocratique de faire les choses. - Le dialogue stratégique et engagé, informé, fondé sur l'éducation du public de même que l'exercice franc et participatif de l'autorité engageront toutes les couches de la population et feront en sorte de représenter les besoins et les priorités de tous.

Le partage de la recherche, de l'information et des meilleures pratiques peuvent aboutir à un véritable changement. - La recherche joue un rôle essentiel non seulement dans la découverte de solutions nouvelles, mais, également, dans la détermination de la nature du défi et dans la mesure des progrès nous rapprochant des objectifs. Il faut partager l'information et les connaissances si l'on veut que tous profitent de la sécurité alimentaire.

Dans le plan d'action, le Canada a imaginé des mesures communes précises pour tous les protagonistes. Parmi les tâches critiques, mentionnons la mise au point d'un mécanisme permettant d'appliquer les mesures, d'en surveiller l'exécution et de faire rapport sur elles. Ce mécanisme servira de centre de coordination, il connaîtra toutes les grandes activités et politiques en matière de sécurité alimentaire, il servira de sources d'information aux partenaires, aux parties prenantes et au grand public.

Sensibilisation et engagement du public

Le processus canadien de formulation des politiques, qui se fait sans discrimination, s'appuie sur la participation d'un public informé. Une initiative récente de la société civile, Ten-point Agenda for Eliminating Poverty (programme en 10 points pour éliminer la pauvreté) préparé par le Conseil canadien pour la coopération internationale, expose les grands défis de la pauvreté et propose des mesures au gouvernement, au secteur privé, à la société civile et aux particuliers. Elle constituera un excellent moyen pour sensibiliser le public et obtenir l'engagement de divers secteurs sur la question de la sécurité alimentaire, qui est l'un des points auxquels le programme s'attaque.

En raison de la nature plurisectorielle du plan d'action et du recrutement plurisectoriel de ceux qui participent à sa mise en oeuvre, ce mécanisme aura besoin de l'aide considérable des ministères, organismes, agences, institutions responsables ainsi que des participants individuels. En raison aussi de la nature exhaustive de nombreuses mesures, ce

mécanisme profitera de l'existence d'un public informé et motivé, qui peut contribuer à rappeler aux pouvoirs publics la question de la sécurité alimentaire.

Mesures

Créer un bureau pour coordonner la mise en oeuvre et la surveillance des principales suites à donner énoncées dans le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire et faire rapport sur elles à tous les deux ans. (AAC)

Utiliser le Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire comme tremplin pour accéder à la sensibilisation et à l'information du public. (Tous les partenaires)

Promouvoir des activités de sensibilisation du public par le biais de la Journée mondiale de l'alimentation. (Tous les partenaires)

Annexe I

Membres* du Groupe consultatif mixte pour la sécurité alimentaire

Société civile

Melody Roberts

Co-présidente, Groupe de travail pour la sécurité alimentaire

Association de la santé publique de l'Ontario

James Dunn

Membre du conseil d'administration

Association des infirmières et infirmiers autochtones du Canada

Harry Bombay

Directeur exécutif

Association nationale de foresterie autochtone

Jim Cornelius

Directeur exécutif

Banque canadienne de grains

Ian McCreay

Gestionnaire de la planification

Banque canadienne de grains

Ron Bulmer

Président

Conseil canadien des pêches

Daniel Bernier

Directeur exécutif

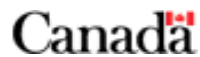
Conseil canadien des pêcheurs professionnels

* Poste occupé au moment de la participation au Groupe consultatif mixte (GCM). La période de travail du GCM s'étend de 1996 à 1998; certains membres ayant accepté de nouvelles fonctions, il n'ont pas pu continuer leur travail au sein du GCM.

François Poulin

Vice-président

Conseil canadien des pêcheurs professionnels



Susan Cox
Directrice exécutive
Daily Bread Food Bank

Beth Brown
Daily Bread Food Bank

Sally Rutherford
Directrice exécutive
Fédération canadienne de l'agriculture

Suzanne Hendricks
Présidente
Institut national de la nutrition

Tina Conlon
Agente du programme canadien
OXFAM Canada

Elaine Henderson
Programme de la sécurité alimentaire
Programme des Amériques
OXFAM Canada

Esperanza Moreno
Directrice générale adjointe et directrice des programmes au Québec
OXFAM Québec

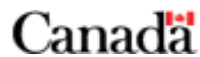
Bruce Moore
Directeur général exécutif
Partenaires dans le développement rural

Tom Taylor
Directeur adjoint
Partenaires dans le développement rural

L'honorable David MacDonald
Président
Réseau mondial sur la sécurité en alimentation

Gary Sealey
Réseau mondial sur la sécurité en alimentation

Nettie Wiebe
Présidente
Union nationale des fermiers



Hélène Delisle
Professeure
Département de nutrition
Université de Montréal

Micheline Beaudry
Professeure
Science des aliments et nutrition
Université Laval

Laura Breuer
Coordonnatrice des programmes internationaux
USC Canada

André Beaudoin
Directeur général
Corporation de développement international
Union des producteurs agricoles du Québec

Ministères provinciaux

Bobby Seeber
Conseiller de la politique
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales, Ontario

Alvin Jory
Coordonnateur
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales, Ontario

George Maicher
Agent de la planification et du développement
Agriculture et Développement rural, Nouveau Brunswick

Darcy Willis
Analyste principale de la politique
Agriculture, Agroalimentaire et Développement rural, Alberta

Ministères fédéraux

Anouk Lamare
Conseillère
Agences spécialisées et dossiers économiques de l'ONU
Affaires étrangères et Commerce international

Marcel Saucier
Agent de politique commerciale
Direction des droits de douane et de l'accès aux marchés
Affaires étrangères et Commerce international

Marilyn Whitaker
Directrice
Direction des relations internationales
Affaires indiennes et du Nord Canada

Linda Jordan
Analyste de programmes
Direction du développement des collectivités
Affaires indiennes et du Nord Canada

Valerie Pryce
Conseillère principale
Direction des relations internationales
Affaires indiennes et du Nord Canada

Seymour Dubrow
Conseiller
Direction des relations internationales
Affaires indiennes et du Nord Canada

Peter Fiori
Analyste principal des politiques
Direction générale des programmes multilatéraux Agence canadienne de développement international

Iain McGillivray
Conseiller principal en agriculture et en ressources naturelles
Direction générale des politiques
Agence canadienne de développement international

Robert Asare-Danso
Coordonnateur des programmes
Programmes et coordination internationale
Direction de la politique, de la planification et de la coordination
Agence canadienne d'inspection des aliments

Suzanne Vinet
Directrice exécutive
Programme et affaires multilatérales
Direction générale des services à l'industrie et aux marchés
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Rollande Leduc
Directrice adjointe
Programme et affaires multilatérales
Direction générale des services à l'industrie et aux marchés
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Bill Edwardson
Directeur exécutif
Centre de recherches pour le développement international

Ola Smith
Spécialiste principale des programmes
Centre de recherches pour le développement international

Rigo Vettoretti
Chef
Politique sociale
Développement des ressources humaines
Canada

Carol Smith-Wright
Gestionnaire
Direction des affaires internationales
Environnement Canada

Marshall Moffatt
Directeur
Analyses politiques et économiques
Pêches et Océans Canada

Bill Cranston
Économiste
Analyses politiques et économiques
Pêches et Océans Canada

Anthony Levita
Économiste
Analyses politiques et économiques
Pêches et Océans Canada

Rosalie McConnell
Analyste principale des politiques
Secteur du service canadien des forêts
Affaires internationales
Ressources naturelles Canada

Halina Cyr
Chef
Unité de nutrition et de saine alimentation
Direction générale de la promotion et des programmes de santé
Santé Canada

Christina Zehaluk
Nutritioniste
Bureau des sciences de la nutrition
Direction des aliments
Santé Canada

Remerciements

Le Groupe consultatif mixte aimerait souligner la contribution des personnes suivantes à l'élaboration du Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire : Susan Taylor-Meehan, Lindsay Glassco, Marion Parry et Kendel Rust.

Annexe II - Acronymes et abréviations

AAC Agriculture et Agroalimentaire Canada
ACDI Agence canadienne de développement international
ACIA Agence canadienne d'inspection des aliments
APD Aide publique au développement
APEC Organisation de coopération économique Asie-Pacifique
ARLA Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire
CCA Comité canadien pour l'allaitement
CRDI Centre de recherches pour le développement international
DRHC Développement des ressources humaines Canada
EC Environnement Canada
FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GCM Groupe consultatif mixte
GCRAI Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GES Gas à effet de serre
G7 Forum économique et politique comprenant les pays suivants : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie, Union européenne.
MAECI Ministères des Affaires étrangères et du Commerce international
MAINC Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
MDN Ministère de la Défense nationale
OCDE Organisation de coopération et de développement économiques
OMC Organisation mondiale du commerce
OMS Organisation mondiale de la santé
ONG Organisation non gouvernementale
ONU Organisation des Nations Unies
PNB Produit national brut
POC Pêches et Océans Canada
PVD Pays en voie de développement
RNCan Ressources naturelles Canada
SC Santé Canada
SEE Société pour l'expansion des exportations
UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. »

Sommet mondial de l'alimentation, Rome, 1996